

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'économie mondiale du 1^{er} trimestre 1924 (E. Varga). — Proudhon jugé par Marx (Marcel Ollivier). — En Angleterre : Bilan du gouvernement travailliste (C. David). — La crise de l'Italie fasciste (Ruggiero Grieco). — La Banque des Banques (J. Katz). — L'œuvre du V^e Congrès et

l'opposition (Paul Marion). — Le fascisme sous le masque de l'anarchie (Albert Treint). — Chronique des cellules. — L'Internationale et sa section tchécoslovaque (G. Zinoviev). — Livres et Publicité : L. Trotsky ; Matériaux pour une biographie de Lénine (Victor Serge).

L'économie mondiale au 1^{er} semestre 1924

Nous nous efforcerons de donner dans cet article et ceux qui suivront un résumé des événements et tendances qui nous semblent être les plus marquants du premier semestre de 1924.

Crise économique aux Etats-Unis

La crise économique aux Etats-Unis que, il y a un an, nous avions attendue pour l'automne 1923, s'est déclarée avec une grande acuité au deuxième trimestre de l'année courante.

On peut, de divers symptômes, conclure que cette crise a été retardée par l'intervention consciente de certains groupes capitalistes. C'est une expérience acquise aux Etats-Unis que si les élections présidentielles ont lieu dans une période de crise économique aiguë, le parti gouvernant succombe toujours. Le faible développement de la conscience de classe et la puissance des illusions démocratiques l'expliquent. Il semble donc que divers groupes capitalistes ayant un intérêt à ce que le Parti républicain sorte victorieux des élections présidentielles aient entrepris de différer la crise par des grosses commandes et des investissements forcés (travaux de constructions, commandes de matériel roulant, etc.). La prospérité économique au premier trimestre 1924 sort tout à fait du cadre du développement économique normal.

Mais, avec ou sans intervention, il n'en reste pas moins vrai que, dès la fin de mars, une crise économique d'une gravité inattendue s'est abattue sur l'Amérique du Nord, crise qui n'a fait depuis que s'aggraver, réduisant de moitié la production d'importantes branches de l'industrie. L'espoir que la grande richesse des Etats-Unis (dont le stock d'or ne cesse d'augmenter par un afflux quotidien de 1 million de dollars) et la vigoureuse concentration de la production en organisations revêtant les diverses formes des monopoles industriels (cartels, trusts, concessions) sauront empêcher la crise et assurer la marche ininterrompue de la production capitaliste — cet espoir s'est avéré illusoire.

Les Etats-Unis et l'Europe

Nous aurons l'occasion de nous occuper en détail de la crise américaine. Cette fois, nous nous

vie économique de l'Europe. La haute conjoncture contentons d'en indiquer la répercussion sur la en Amérique, au premier trimestre 1924, avait été, en ce qui concerne plusieurs catégories de marchandises, d'un effet salutaire pour les exportations européennes. Telles marchandises de provenance européenne qui, auparavant, n'avaient pu être introduites aux Etats-Unis, y trouvèrent, grâce aux besoins du marché, une vente assurée. Cet état de choses a non seulement cessé au deuxième trimestre, mais encore les objets manufacturés, constituant l'excédent de la production en Amérique, affluent désormais sur le marché mondial et en partie sur le marché européen, aggravant par là la situation économique en Europe. Nous observons là un fait qui, du point de vue théorique, nous semble important.

Considérant la vie économique des Etats-Unis comme le pivot de l'économie capitaliste mondiale, et le développement de la conjoncture américaine comme un fait déterminant pour toute la vie industrielle, — nous devons constater que, dans la période qui s'est terminée par la crise économique en Amérique, l'économie européenne n'a pas connu de relèvement.

L'Europe subit l'effet de la crise générale du capitalisme à tel point qu'une phase de haute conjoncture n'a pas pu s'y produire.

Le déséquilibre de l'Europe

Pour ce qui est de la vie économique européenne, la désorganisation du capitalisme dans la période indiquée s'est surtout révélée par le fait que presque chaque pays européen a sa conjoncture spéciale, que l'unité de la conjoncture, telle qu'elle s'était constituée avant-guerre, fait complètement défaut. Un phénomène commun à la vie économique des pays d'Europe centrale et orientale, c'est l'énorme manque de capitaux et de crédits. C'est la région qui a le plus souffert pendant la guerre et que j'avais appelé ailleurs « domaine de sous-production ». La disette qui y règne s'exprime actuellement ainsi : en Allemagne, Pologne et dans d'autres pays de l'Europe orientale (pays qui possèdent pour le moment une monnaie à cours stable), les prêteurs deman-

dent des intérêts allant jusqu'à 180 % par an. Les économistes bourgeois attribuent ce fait à la nécessité de provoquer artificiellement une disette de capitaux afin de sauvegarder la stabilité récemment acquise de la monnaie. Nous croyons pourtant que ce n'est là qu'une façon superficielle d'envisager les choses.

Il ne s'agit pas là de phénomènes de la circulation, mais du manque réel de capitaux, c'est-à-dire de produits-valeurs accumulés, nécessaires pour assurer la marche et le développement de la production. Rien ne montre de façon plus convaincante la dislocation de l'économie capitaliste mondiale que ce fait : pendant que les pays d'Europe centrale et orientale subissent les contre-coups d'une disette catastrophique de capitaux et payent des intérêts fantastiques aux prêteurs de fonds, en Angleterre et aux Etats-Unis le taux de l'intérêt est minime. Il est en Amérique de 1 % par an pour prêts journaliers et de 2,5-3,5 % pour crédits à long terme. L'excédent de capitaux disponibles est énorme aux Etats-Unis ; mais l'Europe centrale et orientale ne peuvent en tirer aucun profit, car les capitalistes américains n'ont pas de confiance en la stabilité sociale du capitalisme sur le vieux continent.

La France, l'Allemagne et le dollar

En Allemagne, l'année débute par une grave crise économique (consécutive à la stabilisation du cours de la monnaie), mais aussi par de fortes tendances à une amélioration. Ces tendances se maintiennent jusqu'à fin avril environ lorsque la situation commence de nouveau à empirer. Elle a continué jusqu'à ces jours derniers à s'aggraver.

En France, nous observons d'abord une haute conjoncture de ventes, conséquence de la panique causée par la rapide dépréciation du franc ; ensuite, dans la seconde quinzaine de mars, par suite de la hausse accentuée du franc, un ralentissement des affaires, menaçant d'aboutir à une crise qui, grâce à une nouvelle baisse du franc, ne se produit pourtant pas.

En Angleterre, lente amélioration de la conjoncture jusqu'à fin mai environ lorsque la situation recommence à empirer. En Pologne, dès le mois de février, crise économique exceptionnellement grave (conséquence directe de la stabilisation de la monnaie), à laquelle les dernières semaines apportent quelque atténuation. Bref : autant de pays, autant de situations différentes.

Dans cette diversité de conjonctures, on distingue nettement une tendance générale qui fait que la situation ne peut s'améliorer dans un pays qu'aux dépens d'un ou de plusieurs autres pays.

Au point de vue de la politique économique, l'événement le plus important est sans doute l'intervention des Etats-Unis dans les affaires de l'Europe. C'était, ainsi que nous l'avons prédit à plusieurs reprises, la crise économique qui a fait triompher la tendance pro-européenne aux Etats-Unis. Tant qu'il sembla que la prospérité économique des Etats-Unis fut possible simultanément avec le chaos politique et économique en Europe, la politique anti-européenne l'emporta en Amérique. Cette tendance avait même été consacrée par la législation américaine, les Etats-Unis ayant refusé de mettre leur signature au bas du traité de Versailles, de participer aux travaux de la Commission des Réparations, etc. Un résultat singulier de cette attitude des Etats-Unis c'est que, lorsqu'ils se firent représenter à la Conférence de Londres, par le ministre des Affaires étrangères Hughes et le ministre des Finances Mellon, ces

derniers durent adopter officiellement l'attitude de personnalités privées séjournant « par hasard » à Londres au moment de la Conférence. Au moment même où les Etats-Unis interviennent dans les affaires européennes, leur prépondérance économique leur assure un rôle dirigeant dans le double domaine économique et politique. Quelques journaux français l'ont remarqué avec justesse. Les accords intervenus entre les présidents du Conseil anglais et français ont été simplement déclarés par les banquiers américains nuls et non avenue. Ce sont, en effet, les banquiers et le grand capital américain qui ont dicté à Londres leur « solution » du problème des réparations.

Qui colonise l'Allemagne ?

Nous avons, il y a un an et demi, caractérisé comme capitale dans la lutte autour des réparations la question : *quel sera le pays qui fera de l'Allemagne sa colonie ?* Nous avons fait ressortir qu'il s'agissait de savoir si ce serait la France (à laquelle les forces économiques manquent pour entreprendre la colonisation totale de l'Allemagne) qui établirait de la façon traditionnelle sa domination sur ce pays (démembrement de l'Allemagne, occupation des provinces du Rhin et de la Ruhr, séparation de l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord) — ou l'Angleterre ou les Etats-Unis qui attireraient l'Allemagne dans leur sphère d'influence.

A cette époque déjà, nous avons fait ressortir que seuls les Etats-Unis pourraient faire de l'Allemagne un champ d'exploitation — l'Allemagne étant obligée, en raison de la densité de sa population, d'exporter des produits manufacturés, fabriqués par ses ouvriers spécialistes, hautement qualifiés. Les Etats-Unis sont l'unique pays qui manque de main-d'œuvre qualifiée dans les périodes de haute conjoncture et qui, à raison du nombre insuffisant des naissances, soit obligé de recourir à la main-d'œuvre étrangère fournie par l'immigration. Mais comme la bourgeoisie américaine craint l'immigration d'éléments qu'elle trouve suspects au point de vue politique, elle recherche une autre solution qui lui permet d'exploiter sur place les prolétaires européens. L'Allemagne devient une colonie des Etats-Unis.

Le dollar règne sur la France

Et l'Allemagne n'est point seule. La France et, si l'on veut bien voir plus loin, tout le continent européen, seront tributaires de la suprématie économique des Etats-Unis. La faiblesse économique de la France s'est révélée au premier trimestre 1924 par la baisse désastreuse du franc. La France n'était pas à même de mener à bonne fin sa politique armée de réparations. Elle fut, pour échapper au sort de l'Allemagne, obligée de recourir à l'aide de la bourgeoisie américaine et anglaise.

On ne connaît pas, faute de documents publiés, les conditions exactes que les banquiers américains lui ont imposées.

L'obtention ou éventuellement la prolongation des crédits américains étaient-elles pour la France liées à l'acceptation du projet Dawes, qui fait passer l'Allemagne dans la sphère d'influence des Etats-Unis ? Nous ne pouvons le savoir.

Mais qu'un engagement de ce genre fut ou non contracté par la France, cela n'a pas d'importance pratique et ne saurait en rien modifier le rapport des forces économiques. Le fait que la France n'est plus en état de trouver chez elle les crédits nécessaires pour la reconstruction des régions

dévastées, le fait que les bourgeoisies anglaise et américaine, en refusant de prolonger leurs crédits ou insistant sur le règlement des dettes interalliées, peuvent, quand bon leur semble, amener une nouvelle chute irréparable du franc, ce fait suffit à faire passer la France sous la dépendance de la bourgeoisie américaine même sans engagement formel.

Le Plan Dawes

Le sens économique de la solution préparée par le rapport Dawes et les négociations à Londres est le suivant :

Les capitaux disponibles aux Etats-Unis doivent être envoyés en Europe où ils serviront à l'exploitation du prolétariat et, en premier lieu, du prolétariat allemand. Dans ce but, il faut créer en Europe des possibilités de placement d'argent américain. Cela veut dire que l'Allemagne et en partie la France, doivent être placées sous la tutelle politique et économique du capital américain. L'Allemagne, pareille à une nouvelle colonie, sera dotée de tout un appareil de contrôle assurant la conservation et le service d'intérêts du capital investi. L'Allemagne doit être effectivement et formellement soumise à l'influence de l'impérialisme américain, auquel elle servira de terrain d'exploitation. Le placement des capitaux américains en Allemagne n'a rien de commun avec les opérations de crédits usuelles entre deux Etats capitalistes égaux. *Les crédits accordés à l'Allemagne auront fonction de capital colonial et serviront d'instrument à l'expansion de l'impérialisme américain.*

Le Plan Dawes n'est pas une solution

Cette solution ne peut pourtant être considérée comme définitive. Elle est bourrée de contradictions. L'Allemagne ne saurait offrir au capital américain les profits escomptés qu'en tant que pays industriel travaillant en plein. Pour payer les annuités prévues par le projet Dawes au titre de réparations, ainsi que les intérêts des placements américains, l'Allemagne devrait réaliser un excédent d'exportations se montant à 3 milliards de marks-or par an. Mais comme l'Allemagne ne peut exporter que des produits industriels dans la confection desquels entrent pour un pourcentage élevé des matières premières de provenance étrangère, elle devrait, pour payer les matières brutes importées, réaliser un excédent d'exportations se chiffrant non par 3, mais par 6 milliards de marks-or. Or, le processus d'industrialisation qui a eu lieu pendant et après la guerre dans les régions agraires et productrices de matières premières du globe, y compris bien entendu celles des Etats-Unis, eut pour effet de rétrécir sensiblement le marché mondial pour l'écoulement des produits industriels européens. On ne voit pas où l'Allemagne trouverait le marché pour écouler son excédent d'exportations représentant la valeur de 6 milliards de marks-or. L'industrialisation des pays qui se trouvent dans les autres parties du globe est la cause principale de la crise spéciale des pays industriels de l'Europe occidentale et centrale et qui se dégage de plus en plus de la crise générale de l'économie capitaliste mondiale. La crise des exportations industrielles en Angleterre en est une preuve irréfutable.

La contradiction que renferme la question des réparations : comment trouver pour les prestations de l'Allemagne une forme qui ne porte pas

préjudice aux capitalismes français et anglais, n'est pas éliminée par le projet Dawes.

Le projet vise :

1° A donner aux réparations une forme qui ne mette pas en danger l'existence du régime capitaliste en Allemagne (comme ce fut le cas en automne 1923) ;

2° A trouver pour les réparations une forme acceptable pour les capitalismes anglais et français, les dangers qui pourraient résulter des prestations en nature devant être éliminés. Le développement économique de l'Allemagne doit suivre une marche qui lui permet de s'acquitter de ses dettes de réparations, sans toutefois atteindre à un degré où l'industrie allemande pourrait sérieusement concurrencer l'industrie française et anglaise.

Ce n'est pas le montant des réparations qui importe. Mais le contrôle économique, le maintien de l'Allemagne dans un état de complète dépendance vis-à-vis des pays vainqueurs. Mais si l'on veut arrêter artificiellement le développement économique de l'Allemagne, il reste à dire par quels moyens elle pourrait garantir les intérêts des placements américains.

L'Europe va vers de nouvelles crises

Ainsi persistons-nous à opposer à l'opinion des économistes social-démocrates et bourgeois notre point de vue, d'après lequel le projet Dawes, loin d'amener un essor général du capitalisme, ne fera qu'aggraver la crise spéciale de l'industrie des pays d'Europe occidentale. Notre dernier rapport (janvier 1924) s'est terminé par la conclusion suivante :

« Les négociations actuelles sur les réparations montreront si la bourgeoisie internationale est en état de concilier ses intérêts qui s'opposent les uns aux autres, si elle entreprendra la tentative d'organiser, sur une échelle internationale, une action d'assainissement du capitalisme européen. Si elle s'y décidait, il en résulterait dans quelques mois une crise gigantesque qui embrasserait tous les pays du capitalisme d'Europe centrale et occidentale. Nous ne devons pas oublier que l'amélioration relative de la conjoncture, en 1923, dans les pays limitrophes de l'Allemagne, n'était due qu'à l'arrêt de la production industrielle dans la Ruhr et qu'à la baisse de la production en Allemagne, en général. Si une action internationale d'assainissement faisait revivre la production en Allemagne, cela amènerait une crise de vente pour tout le capitalisme européen, crise qui provoquerait des luttes sociales des plus graves dans toute l'Europe. Il est très douteux que le capitalisme affaibli puisse supporter une nouvelle crise de cette envergure. »

Les événements qui se sont déroulés pendant les derniers deux mois semblent justifier notre point de vue. Le relèvement relativement peu important de la production en Allemagne a suffi à amener un changement défavorable dans la conjoncture des pays voisins (France, Belgique, Angleterre). Il semble que la crise américaine, se joignant à la crise chronique des pays industriels d'Europe, s'élargisse en une crise générale de l'économie capitaliste mondiale. Il se pourrait alors que la crise chronique de l'économie européenne se transformât également en une crise aiguë.

En terminant, notons encore un fait : la crise agraire mondiale s'est atténuée au cours des derniers mois. Nous reviendrons encore sur cette question.

E. VARGA.

Proudhon jugé par Marx

M. Edouard Berth a entrepris de « concilier » Marx avec Proudhon. Selon lui, Proudhon est le maître de la pensée socialiste en France, comme Marx est le maître de la pensée socialiste en Allemagne. Emettre une telle affirmation, c'est fausser impudemment l'histoire. Car non seulement Proudhon n'a jamais été ni socialiste ni communiste, mais il était adversaire acharné des solutions socialistes. L'influence exercée par lui sur le prolétariat a été à l'encontre de ses intérêts de classe les plus évidents et de son idéal révolutionnaire. C'est pourquoi, contrairement à M. Edouard Berth, nous sommes d'avis que la classe ouvrière ne pourra trouver le chemin de sa libération qu'en écartant vigoureusement toute survivance de l'idéologie proudhonienne.

En ce sens, il ne sera pas sans intérêt de faire connaître l'opinion que Marx lui-même avait de Proudhon. Cette opinion contribuera à éclairer les camarades qui ont pu être un instant trompés par le confusionnisme de M. Edouard Berth, et montrera à quel point est vaine sa tentative de « conciliation ».

C'est à Paris, au cours de l'hiver 1844-1845, que Marx fit la connaissance de Proudhon. Ce dernier était, à cette époque, fort estimé des socialistes allemands qui admiraient la vigueur de son style, l'indépendance de son caractère et l'originalité avec laquelle il exposait ses idées.

Marx s'intéressa beaucoup à Proudhon, et s'efforça de le gagner à ses idées. A cette époque, il avait déjà élaboré les grandes lignes de sa doctrine, qui était destinée à renouveler complètement la pensée socialiste. Proudhon lui parut une recrue digne d'intérêt. Marx passa des journées et des nuits entières à discuter avec lui et à essayer de lui enseigner les éléments de la philosophie de Hegel. Mais il s'aperçut bientôt qu'entre eux il n'y avait pas de points de contact et que leurs idées divergeaient complètement. Tandis que Marx se prononçait nettement pour le communisme, Proudhon s'en déclarait l'adversaire irréductible. Marx renonça donc rapidement à ses tentatives, tout en continuant à rester en relations amicales avec lui.

Lorsque Proudhon fit paraître, en 1846, « *Philosophie de la misère ou système des contradictions économiques* », il en envoya un exemplaire à Marx, alors réfugié en Belgique, où il s'était rendu après son expulsion de France, en lui demandant son appréciation.

Celle-ci ne se fit pas longtemps attendre. Elle fut écrasante. *La Misère de la philosophie, réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon*, parut en 1847, à Paris et à Bruxelles. Elle contenait une réfutation cinglante des utopies petites-bourgeoises de Proudhon.

En tête du livre, Marx avait rédigé l'avant-propos suivant : « *M. Proudhon a le malheur d'être singulièrement méconnu en Europe. En France, il a le droit d'être mauvais économiste, parce qu'il passe pour être bon philosophe allemand. En Allemagne, il a le droit d'être mauvais philosophe, parce qu'il passe pour être un économiste français des plus forts. En notre qualité d'Allemand et d'économiste à la fois, nous avons voulu protester contre cette double erreur.* »

« *M. Proudhon, disait Marx plus loin, se flatte d'avoir donné la critique et de l'économie politique et du communisme : il est au-dessous de l'une et au-dessus de l'autre... Il veut faire la synthèse de l'une et de l'autre ; il n'est qu'une erreur composée... Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois et des prolétaires ; il n'est que le petit-bourgeois, ballotté constamment entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme.* »

Mais, pour édifier complètement nos camarades, nous leur recommandons la lecture de la lettre ci-dessous, publiée en 1865 dans le *Sozialdemokrat*, de Berlin. On verra que Marx y maintient intégralement, en l'aggravant même, la condamnation qu'il avait prononcée dix-huit ans auparavant contre l'homme que M. Edouard Berth voudrait nous présenter aujourd'hui comme le maître de la pensée socialiste en France.

Marcel OLLIVIER.

Londres, le 24 janvier 1865.

Monsieur,

Vous me demandez une critique détaillée des travaux de Proudhon. Je regrette que le temps me manque pour répondre à votre désir. Et puis, je n'ai sous la main aucun de ses écrits. Cependant, pour faire preuve de bonne volonté, je vous envoie, à la hâte, ces quelques notes.

Je ne me souviens pas des premiers essais de Proudhon. Son œuvre d'écolier sur la langue universelle témoigne du sans-gêne avec lequel il s'attaqua à des problèmes pour la solution desquels les connaissances les plus élémentaires lui faisaient défaut.

La première œuvre : *Qu'est-ce que la propriété ?* est de beaucoup sa meilleure. Elle fait époque, si ce n'est par la nouveauté de ce qu'il dit, du moins par la manière neuve et hardie de tout dire. Les socialistes français dont il connaissait les écrits avaient, non seulement critiqué de divers points de vue la propriété, mais encore l'avaient utopiquement supprimée. Dans son livre, Proudhon est à Saint-Simon et à Fourier à peu près ce que Feuerbach est à Hegel. Comparé à Hegel, Feuerbach est bien pauvre. Pourtant, après Hegel, il fit époque, parce qu'il accentuait des points désagréables pour la conscience chrétienne et importants pour le progrès de la critique philosophique, mais laissés par Hegel dans un clair-obscur mystique.

Le style de cet écrit de Proudhon est encore, si je puis dire, fortement musclé, et c'est le style qui, à mon avis, en fait le grand mérite. On voit que lors même qu'il reproduit, Proudhon découvre, que ce qu'il dit est neuf pour lui et qu'il le sert pour tel.

L'audace provocante avec laquelle il porte la main sur le sanctuaire économique, les paradoxes spirituels avec lesquels il se moque du plat sens commun bourgeois, sa critique corrosive, son amère ironie, avec ça et là un sentiment de révolte profond et vrai contre les infamies de l'ordre des choses établi, son esprit révolutionnaire, voilà ce qui électrisa les lecteurs de *Qu'est-ce que la propriété ?* et imprima une puissante impulsion dès l'apparition du livre. Dans une histoire rigoureu-

sement scientifique de l'économie politique, cet écrit mériterait à peine une mention. Mais ces livres sensationnels jouent un rôle dans les sciences tout aussi bien que dans la littérature. Prenez, par exemple, l'*Essai sur la population*, de Malthus. La première édition est tout bonnement un pamphlet « sensationnel » et, par-dessus le marché, un plagiat d'un bout à l'autre. Et pourtant quelle impulsion cette pasquinade n'a-t-elle pas donnée au genre humain ?

Si j'avais sous les yeux le livre de Proudhon, il me serait facile par quelques exemples de montrer sa première manière. Dans les chapitres que lui-même considérait les meilleurs, il imite la méthode antinomique de Kant, le seul philosophe allemand qu'il connaissait alors par des traductions, et il laisse une forte impression que pour lui, comme pour Kant, les antinomies ne se résolvent qu'« au delà » de l'entendement humain, c'est-à-dire que son entendement à lui est incapable de les résoudre.

Mais en dépit de ses allures d'iconoclaste, déjà dans ce premier ouvrage on trouve cette contradiction que Proudhon, d'un côté, fait le procès à la société du point de vue et avec les yeux du petit paysan (plus tard du petit bourgeois) français, et de l'autre côté lui applique l'étalon que lui ont transmis les socialistes.

D'ailleurs le titre même du livre en indiquait l'insuffisance. La question était trop mal posée pour qu'on y répondît correctement. La propriété gréco-romaine avait été remplacée par la propriété féodale, celle-ci par la propriété bourgeoise. L'histoire elle-même s'était chargée de la sorte de la critique des rapports de propriété du passé. Ce qu'il s'agissait pour Proudhon de traiter, c'étaient les rapports de la propriété moderne bourgeoise. A la demande « quels étaient ces rapports », on ne pouvait répondre que par une analyse critique de l'économie politique, embrassant l'ensemble de ces rapports de propriété, non pas dans leur expression juridique de rapports de volonté, mais dans leur forme réelle de rapports de la production matérielle. Comme Proudhon subordonne l'ensemble de ces rapports économiques à la notion juridique de la propriété, il ne pouvait aller au delà de la réponse donnée déjà par Brissot avant 1789 dans les mêmes termes : « La propriété c'est le vol. »

La conclusion que l'on peut tirer de tout ceci, c'est que les notions juridiques du bourgeois sur le vol s'appliquent tout aussi bien à ses profits honnêtes. D'un autre côté, comme le vol, en tant que violation de la propriété, présuppose la propriété, Proudhon s'embrouille dans toutes sortes de notions confuses et fantasques sur la vraie propriété bourgeoise.

Pendant mon séjour à Paris, en 1844, j'entrai en relations personnelles avec Proudhon. Je rappelle cette circonstance parce que, jusqu'à certain point, je suis responsable de sa « sophistication », mot qu'emploient les Anglais pour désigner la falsification d'une marchandise. Dans de longues discussions, souvent prolongées toute la nuit, je l'injectais de hégélianisme — à son grand préjudice, puisque ne sachant pas l'allemand, il ne pouvait pas étudier la chose à fond. Ce que j'avais commencé, M. Karl Grün, après mon expulsion de France, le continua. Et encore ce professeur de philosophie allemande avait sur moi cet avantage de ne rien entendre à ce qu'il enseignait.

Peu de temps avant la publication de son second ouvrage, *La Philosophie de la misère*, etc., Proudhon me l'annonça dans une lettre très détaillée où, entre autres choses, se trouvent ces paroles :

« J'attends votre fêrule critique. » Mais bientôt celle-ci tomba sur lui (dans ma *Misère de la Philosophie*, etc., Paris, 1847), de façon à briser à tout jamais notre amitié.

De ce qui précède vous pouvez voir que la *Philosophie de la misère ou système des contradictions économiques* devait, enfin, donner la réponse à cette question : Qu'est-ce que la propriété ? En effet Proudhon n'avait commencé ses études économiques qu'après la publication de ce premier livre ; il avait découvert que pour résoudre la question posée par lui, il fallait répondre non par des invectives, mais par une analyse de l'économie politique moderne. En même temps il essaya d'établir le système des catégories économiques au moyen de la dialectique. La contradiction hégélienne devait remplacer l'insoluble antinomie de Kant, comme moyen de développement.

Pour la critique des deux gros volumes je dois vous renvoyer à ma réplique. J'y ai montré, entre autres, combien peu Proudhon avait pénétré le mystère de la dialectique scientifique, combien, d'autre part, il partage les illusions de la philosophie « spéculative » : au lieu de considérer les catégories économiques comme des expressions théoriques de rapports de production historiques correspondant à un degré déterminé du développement de la production matérielle, son imagination les transforme en idées éternelles, préexistantes à toute réalité, et de cette manière, par un détour, il se retrouve à son point de départ, le point de vue de l'économie bourgeoise (1).

Puis je montre combien est défectueuse et rudimentaire sa connaissance de l'économie politique, dont il entreprenait cependant la critique, et comment, avec les utopistes, il se met à la recherche d'une prétendue science qui doit lui fournir une formule toute prête pour la « solution de la question sociale », au lieu de puiser la science dans la connaissance critique du mouvement historique, mouvement qui doit lui-même produire les conditions matérielles de l'émancipation sociale. Ce que je démontre surtout, c'est que Proudhon n'a que des idées imparfaites, confuses et fausses sur la base de toute économie politique, la valeur échangeable, circonstance qui l'amène à voir les fondements d'une nouvelle science dans une interprétation utopique de la théorie de la valeur de Ricardo. Enfin je résume mon jugement sur son point de vue par ces mots :

« Chaque rapport économique a un bon et un mauvais côté : c'est le seul point sur lequel M. Proudhon ne se dément pas. Le bon côté, il le voit exposé par les économistes ; le mauvais côté, il le voit dénoncé par les socialistes. Il emprunte aux économistes la nécessité des rapports éternels, il emprunte aux socialistes l'illusion de ne voir dans la misère que la misère. Il est d'accord avec les uns et les autres en voulant s'en référer à l'autorité de la science. La science, pour lui, se réduit aux minces proportions d'une formule scientifique ; il est l'homme à la recherche des formules. C'est ainsi que M. Proudhon se flatte d'avoir donné la critique et de l'économie politique et du communisme : il est au-dessous de l'une et de l'autre. Au-dessous des économistes puisque,

(1) « En disant que les rapports actuels — les rapports de la production bourgeoise — sont naturels, les économistes font entendre que ce sont des rapports dans lesquels se crée la richesse et se développent les forces productives conformément aux lois naturelles correspondantes de l'influence du temps. Ce sont des lois éternelles qui doivent toujours régir la société. Ainsi il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus. » (*Misère de la Philosophie*.)

comme philosophe, qui a sous la main une formule magique, il a cru pouvoir se dispenser d'entrer dans les détails purement économiques ; au-dessous des socialistes puisqu'il n'a ni assez de courage, ni assez de lumières pour s'élever, ne serait-ce que spéculativement, au-dessus de l'horizon bourgeois.

« ...Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois et des prolétaires ; il n'est que le petit bourgeois, ballotté constamment entre le capital et le travail, entre l'économie politique et le communisme. »

Quelque dur que paraisse ce jugement, je suis obligé de le maintenir encore aujourd'hui, mot pour mot. Mais il importe de ne pas oublier qu'au moment où je déclarai et prouvai théoriquement que le livre de Proudhon n'était que le code du socialisme petit-bourgeois, ce même Proudhon fut anathématisé comme archi-révolutionnaire à la fois par les économistes et les socialistes d'alors. C'est pourquoi plus tard je n'ai jamais mêlé ma voix à ceux qui jetaient les hauts cris sur sa « trahison » de la révolution. Ce n'était pas sa faute si, mal compris, tout d'abord par d'autres comme par lui-même, il n'a pas répondu à des espérances que rien ne justifiait.

La *Philosophie de la misère*, mise en regard de *Qu'est-ce que la propriété ?* fait ressortir très défavorablement tous les défauts de la manière d'exposer de Proudhon. Le style est souvent ce que les Français appellent ampoulé. Un galimatias prétentieux et « spéculatif », qui se donne pour de la philosophie allemande, se rencontre partout où la perspicacité gauloise fait défaut. Ce qu'il vous corne aux oreilles, sur un ton de saltimbanque et de fanfaron, ce sont ses propres louanges, un ennuyeux radotage et d'éternelles redondances sur sa prétendue science. A la place de la chaleur vraie et naturelle qui éclaire son premier livre, ici, en maint endroit, Proudhon déclame systématiquement et s'échauffe à froid. Ajoutez à cela la gaucherie et désagréable pédantisme de l'autodidacte qui fait l'érudit, de l'ex-ouvrier qui a perdu sa fierté de se savoir penseur indépendant et original, et qui maintenant, en parvenu de la science, croit devoir se pavaner et se vanter de ce qu'il n'est pas et de ce qu'il n'a pas. Puis ses sentiments de petit épicier qui le poussent à attaquer, d'une manière inconvenante et brutale, mais qui n'est ni pénétrante ni profonde, ni même juste, un homme tel que Cabet, toujours respectable à cause de son rôle politique au milieu du prolétariat, tandis qu'il fait l'aimable avec un Dunoyer (conseiller d'Etat, il est vrai) qui n'a de l'importance que pour avoir prêché, avec un sérieux comique, tout le long de trois gros volumes insupportablement ennuyeux, un rigorisme ainsi caractérisé par Helvétius : « On veut que les malheureux soient parfaits ».

De fait, la révolution de février survint fort mal à propos pour Proudhon qui, peu de semaines auparavant, venait précisément de prouver de façon irréfutable que « l'ère des révolutions » était passée à jamais. Cependant son attitude dans l'Assemblée nationale ne mérite que des éloges, bien qu'elle prouve son peu d'intelligence de la situation. Après l'insurrection de juin, cette attitude était un acte de grand courage. Elle eut de plus cette conséquence heureuse que M. Thiers, dans sa réponse aux propositions de Proudhon, publiée par la suite sous forme de livre, dévoila le piètre piédestal d'enfant sur lequel se dressait ce pilier intellectuel de la bourgeoisie française. Opposé à Thiers, Proudhon prit en effet les proportions d'un colosse antédiluvien.

Les derniers faits et gestes économiques de Proudhon furent sa découverte du *Crédit gratuit* et de la *Banque du peuple* qui devait le réaliser. Dans mon écrit *Zur Kritik der politischen Ökonomie* (Critique de l'Economie politique), Berlin, 1859, p. 59-64, on trouve la preuve que ces idées proudhoniennes sont fondées sur une complète ignorance des premiers éléments de l'économie politique bourgeoise : le rapport entre la marchandise et l'argent ; tandis que leur réalisation pratique n'était que la reproduction de projets bien antérieurs et mieux élaborés. Il n'est pas douteux, il est même de toute évidence que le développement du crédit qui a servi en Angleterre, au commencement du XVIII^e et plus récemment de notre siècle, à transférer les richesses d'une classe à une autre, pourrait servir aussi, dans certaines conditions économiques et politiques, à accélérer l'émancipation de la classe ouvrière.

Mais considérer le capital portant intérêts comme forme principale du capital, mais vouloir faire d'une application particulière du crédit, de l'abolition prétendue du taux de l'intérêt, la base de la transformation sociale — voilà une fantaisie tout ce qu'il y a de plus épicier.

Aussi, la trouve-t-on déjà élucubrée *con amore* chez les porte-paroles de la petite bourgeoisie anglaise du XVII^e siècle. La polémique de Proudhon contre Bastiat, à l'occasion du capital portant intérêts (1850), est de beaucoup au-dessous de la *Philosophie de la Misère*. Il réussit à se faire battre même par Bastiat et crie et tempête d'une manière burlesque toutes les fois que son adversaire lui porte un coup.

Il y a quelques années, Proudhon écrivit une thèse sur les impôts, mise au concours, à ce que je crois, par le gouvernement du canton de Vaud. Ici, s'évanouit la dernière lueur de génie : il ne reste que le petit-bourgeois tout pur.

Les écrits politiques et philosophiques de Proudhon ont tous le même caractère double et contradictoire que nous avons trouvé dans ses travaux économiques. De plus, ils n'ont qu'une importance locale limitée à la France. Toutefois, ses attaques contre la religion et l'Eglise avaient un grand mérite local à une époque où les socialistes français se targuaient de leurs sentiments religieux comme d'une supériorité sur le voltairisme du XVIII^e siècle. Si Pierre-le-Grand abattit la barbarie russe par la barbarie, Proudhon fit de son mieux pour terrasser la phrase française par la phrase.

Ce que l'on ne peut plus considérer comme de mauvais écrits seulement, mais tout bonnement comme des vilénies — qui, cependant, était parfaitement d'accord avec le sentiment épicier — ce sont le livre sur le coup d'Etat, où il coquette avec L. Bonaparte et s'efforce de le rendre acceptable aux ouvriers français, et celui contre la Pologne, laquelle, en l'honneur du Czar, il traite avec un cynisme de crétin.

On a souvent comparé Proudhon à J.-J. Rousseau. Rien ne peut être plus faux. Il ressemble plutôt à Nicolas Linguet, dont la Théorie des lois civiles est d'ailleurs une œuvre de génie.

La nature de Proudhon le portait à la dialectique. Mais n'ayant jamais compris la dialectique scientifique, il ne parvint qu'au sophisme. En fait, cela découlait de son point de vue petit-bourgeois. Le petit bourgeois, tout comme notre historien Raumer, dit toujours : « d'un côté » et « de l'autre côté ». Deux courants opposés, contradictoires, dominant ses intérêts matériels, et, par conséquent, ses vues religieuses, scientifiques et artistiques, sa morale, son être tout entier. Il est la contra-

diction vivante. S'il est, de plus, comme Proudhon, un homme d'esprit, il saura bientôt jongler avec ses propres contradictions et les élaborer selon les circonstances en paradoxes frappants, tapageurs, parfois brillants. Charlatanisme scientifique et accommodements politiques sont inséparables d'un pareil point de vue. Il ne reste plus qu'un seul mobile, la vanité de l'individu et comme pour tous les vaniteux, il ne s'agit plus que de l'effet du moment, du succès du jour. De la sorte, se perd nécessairement le simple tact moral qui

préserva un Rousseau, par exemple, de toute compromission, même apparente, avec les pouvoirs existants.

Peut-être la postérité dira, pour caractériser cette plus récente phase de l'histoire française, que Louis-Bonaparte en fut le Napoléon et Proudhon le Rousseau-Voltaire.

Votre tout dévoué,

KARL MARX.

(Traduit de l'allemand par F. Engels.)

EN ANGLETERRE

Bilan du Gouvernement Travailleiste

Après huit mois de pouvoir, on peut maintenant faire le bilan du gouvernement de Mac Donald.

Les résultats des élections générales avaient éveillé de grands espoirs dans le mouvement ouvrier britannique. Celui-ci entrevoyait enfin la possibilité de changements profonds dans ses conditions de travail et de vie. Il espérait trouver, dans un gouvernement issu de ses votes, un appui dans la lutte quotidienne contre le patronat.

Ses désillusions furent rapides. La composition du cabinet Mac Donald, constitué le 22 janvier, fut une première déception. Au lieu de voir inclure dans le cabinet des membres du mouvement travailleiste, du groupe dit des « avancés », on assista à la formation d'un gouvernement hétéroclite, à tendances nettement bourgeoises et petites-bourgeoises. En incorporant des conservateurs comme Lord Parmoor et Chelmsford, des bureaucrates comme Olivier, Mac Donald donna à la bourgeoisie capitaliste anglaise un premier gage de soumission, pendant qu'il mettait sous la coupe de cette bourgeoisie le mouvement trade-unioniste tout entier, en appelant à lui les représentants les plus réactionnaires du fonctionnarisme trade-unioniste, tels Hodges, Thomas, etc.

Snowden constituait le lien entre la finance et le gouvernement travailleiste.

Cette composition du gouvernement par Mac Donald a été minutieusement étudiée. Elle avait un but précis.

Après l'offensive capitaliste contre les salaires et les conditions de travail, une réaction se produisait dans le mouvement ouvrier anglais. Il y avait une tendance nettement dessinée pour passer de l'attitude passive à une attitude offensive. Cette tendance se manifestait par des grèves locales répétées ; une pression de plus en plus forte, venant des rangs, s'exerçait sur les dirigeants pour une action nationale.

Laisser le gouvernement entre les mains d'un gouvernement nettement bourgeois, c'était courir directement à une lutte certaine. Les résultats des élections étaient une indication de l'état des esprits. Bien que le groupe travailleiste fût une minorité dans le Parlement, la bourgeoisie lui confia donc l'administration de l'Etat. C'était pour elle le moyen de mettre indirectement la main sur le mouvement qui menaçait de s'étendre.

On ne peut admettre que cette mainmise se soit

faite sans une complicité volontaire de la part des chefs du mouvement travailleiste.

Si même certains ont pu avoir quelque doute à ce sujet, les actes du gouvernement de Mac Donald ont, dès le premier jour, enlevé les illusions.

**

Passons à l'examen du bilan des huit mois de pouvoir du gouvernement Mac Donald.

En premier lieu, le chômage.

En quoi consistait le programme de politique du chômage du Labour Party lors des élections générales ? Un minimum de salaire raisonnable dans chaque industrie ; des allocations de chômage aux sans-travail, d'un taux leur permettant de vivre décemment ; l'imposition des gros revenus ; la socialisation progressive de l'industrie et l'élimination des profiteurs ; la réduction des heures de travail à 44 heures par semaine et une sévère réglementation du travail supplémentaire ; l'institution de travaux nationaux.

Que sont devenues ces promesses ?

Le gouvernement a aboli le « gap », c'est-à-dire la période pendant laquelle les allocations de chômage n'étaient plus payées ; il a augmenté les allocations de chômage de 15 à 18 shillings par semaine pour les hommes et de 12 à 15 pour les femmes. Mais cette dernière mesure n'a été prise qu'après cinq mois de gouvernement, et encore n'est-il pas certain qu'elle résistera à l'opposition des libéraux.

En dehors de cela, rien. Aucune stabilisation des salaires, encore moins une élévation des salaires. Aucune réduction des heures de travail, aucune réglementation du travail supplémentaire. Aucun retrait de la main-d'œuvre « jeune », mais au contraire une tendance à augmenter cette main-d'œuvre en étendant l'assurance des jeunes gens et des jeunes filles, sans une extension correspondante de l'âge d'école. Aucune entreprise nationale, aucune extension du plan de crédits au commerce d'outre-mer, ni l'extension à la Russie du Trade Facilities Act. Aucune augmentation des crédits aux municipalités pour travaux d'utilité publique.

La faillite du gouvernement travailleiste dans sa politique du chômage a été complète.

Le gouvernement de Mac Donald a voulu cacher cette faillite par une propagande considérable à

propos de sa politique du « housing » — construction de maisons ouvrières.

Voyons jusqu'à quel point il a, dans cette question, rempli ses promesses électorales.

Le programme de l'I. L. P., en novembre 1923, comprenait : la création d'usines nationales de matériaux de construction, le contrôle des usines privées existant, l'amélioration des plans de maisons ouvrières (antichambre, salle de bains, etc.), limitation des constructions de luxe ou de plaisirs aussi longtemps que des maisons pour les ouvriers n'auraient pas été bâties ; démolition des « slums » — quartiers insalubres.

Nous ne voulons pas pousser la critique jusqu'à reprocher au gouvernement travailliste de ne pas avoir exécuté ce programme dans un délai de huit mois, ni même en plusieurs années. Mais ce que nous devons lui reprocher, ce sont ses tendances. A-t-il pris une seule mesure pour commencer la démolition des « slums », pour limiter la construction de bâtiments de luxe et de plaisirs (cinémas, hôtels, etc.) ? A-t-il réquisitionné les palais et hôtels privés qui cachent derrière eux les impasses les plus sordides, comme par exemple le palais royal ? Il n'a même pas eu le courage de maintenir intact le projet de loi protégeant les chômeurs contre les expulsions.

Il n'a pris aucune mesure immédiate. Tout ce qu'il a fait, c'était de la propagande autour du projet Wheatley pour la construction de 2 millions de maisons en 15 ans. Mais ce projet dépend d'un tel nombre de conditions qu'il continue d'apparaître comme un projet très problématique.

Un autre point de vue important du programme de politique intérieure du gouvernement travailliste était la nationalisation des mines et des chemins de fer.

« Il appliquera, dans un esprit pratique, le principe de la propriété publique et du contrôle public aux mines, aux chemins de fer et aux usines génératrices d'électricité », disait le manifeste électoral du Labour Party. Dans un pamphlet du mois de décembre 1923, Mac Donald écrivait : « Quelques industries comme les charbonnages et les chemins de fer sont maintenant mûres pour la nationalisation ».

De ce côté, le gouvernement de Mac Donald a fait plus que faillite. Non seulement il a renoncé à toute idée de nationalisation, mais il n'a même pas donné aux mineurs la garantie d'un minimum de salaire, malgré la promesse qui avait été faite aux mineurs, en avril, pour éviter une grève générale.

Une occasion s'est présentée au gouvernement de Mac Donald de faire une expérience d'application du principe de nationalisation. Lors de la grève des services des transports en commun de Londres, le London County Council a basé son refus de donner satisfaction aux ouvriers (dans la question des salaires) sous le prétexte de la concurrence du Trust des Métropolitains, des Omnibus et des Tramways. La seule solution pour mettre fin au chaos existant était de nationaliser tous les services de transports en commun, d'établir un contrôle ouvrier et d'éliminer la concurrence inutile et de payer des salaires suffisants.

Au lieu de cela, le gouvernement soi-disant travailliste prit toutes les mesures possibles pour maintenir les services en utilisant l'armée et la marine. La situation ne fut sauvée que par la menace du Conseil général des Trade-Unions de déclarer la grève générale, si l'armée était utilisée.

Même faillite dans la politique d'Education. Il n'a même pas commencé la construction de nou-

velles écoles, ni réorganisé les soupes scolaires, ni appliqué aucune des mesures promises dans le programme électoral.

On se rappelle que les élections se firent en grande partie sur la « Levée du Capital ». Nous ne reviendrons pas sur les détails du projet. C'est inutile, puisque l'idée elle-même a été immédiatement abandonnée, de même que les autres réformes fiscales promises.

Comme excuse, le gouvernement travailliste a prétexté qu'il n'avait pas le temps nécessaire, avant le vote du budget, de mettre debout un projet quelconque. Et le budget travailliste a été établi comme tous les budgets précédents, c'est-à-dire au profit de la bourgeoisie capitaliste.

..

Faillite sur toute la ligne dans la politique intérieure.

Quelles sont les réalisations du gouvernement travailliste dans la politique extérieure ? Mac Donald devait, disait-on, se révéler en grand homme politique. Des promesses précises avaient été faites, notamment en ce qui concerne la reprise des relations avec la Russie, les Réparations, le Désarmement.

Le 1^{er} février, le gouvernement de Mac Donald reconnaissait de jure le gouvernement des Soviets. C'est une des deux ou trois choses que la majorité capitaliste au Parlement autorisa. Mais le geste ne fut pas immédiatement suivi des mesures répondant à la demande persistante du mouvement ouvrier anglais pour une paix définitive avec la Russie des Soviets.

Durant les longues négociations anglo-russes, Mac Donald adopta le point de vue de ses prédécesseurs, Lloyd George et Baldwin, c'est-à-dire qu'il entreprit les pourparlers non pas pour le bénéfice des ouvriers anglais et russes, mais « pour obtenir justice pour les capitalistes anglais ». Avec la complicité de Snowden et des financiers de la Cité, il sabota autant qu'il put les pourparlers, et la conférence anglo-russe ne fut sauvée que par l'habileté et la patience des diplomates russes. Au dernier moment, tous les efforts faillirent rester vains, et il fallut toute la pression et les menaces des leaders du groupe « avancé » du Labour Party et des chefs des trade-unions pour sauver la conférence.

Après huit mois de pouvoir, le gouvernement travailliste n'a même pas encore nommé un ambassadeur à Moscou.

Est-ce cela que le gouvernement travailliste appelle la « reprise des relations libres, économiques et diplomatiques avec la Russie », dont parlait son programme électoral ?

En ce qui concerne les Réparations, la faillite du gouvernement travailliste est tout aussi apparente. Le programme socialiste (novembre 1923) promettait la convocation immédiate d'une conférence internationale pour régler les problèmes européens, « non du point de vue des vainqueurs ou des vaincus, mais des besoins mondiaux ». Toutes les demandes de réparations devaient être annulées, de même que les dettes interalliées.

C'était là une promesse précise.

A peine au pouvoir, Mac Donald a commencé à échanger, en terme amical, des lettres avec Poincaré sur la question des Réparations et de l'occupation de la Ruhr. Il n'est plus question de la révision du Traité de Versailles ou du crime de l'occupation de la Ruhr, ni de protestation contre la tentative de mettre en esclavage les

ouvriers allemands et conséquemment les ouvriers alliés. A relire ces lettres, on voit, au contraire, que le gouvernement travailliste s'est fait le défenseur du Traité de Versailles.

Immédiatement après la publication du rapport Dawes, Mac Donald et son gouvernement s'y rallient tout comme les autres gouvernements capitalistes. Les travaillistes et social-démocrates en deviennent les plus ardents défenseurs.

On a vu ce qu'a donné la conférence interalliée de Londres. C'est une honte impérissable pour les travaillistes et social-démocrates de s'être faits les défenseurs du plan Dawes qui est l'instrument le plus infâme de capitalisme international contre la classe ouvrière du monde entier.

Si l'on passe au *désarmement*, nous découvrons que là également le gouvernement de Mac Donald a manqué à toutes ses promesses. Loin de réduire les dépenses pour les armements, il les augmente. Il perfectionne l'aviation militaire de la Grande-Bretagne, ordonne la construction de nouveaux navires de guerre, etc., et active le recrutement pour l'armée.

Cette attitude a eu pour effet immédiat de stimuler l'augmentation des moyens de destruction par les Etats-Unis et l'Italie, sans compter les autres pays.

Il n'est plus question d'une conférence internationale du désarmement, et lorsque Rakovsky, dans son discours d'ouverture de la conférence anglo-russe, fit un appel pour une conférence internationale et offrit la coopération de la Russie, il n'y fut pas répondu.

Dans sa *politique impériale*, le gouvernement travailliste a poursuivi la politique des gouvernements capitalistes précédents. Il a l'esprit de continuité, comme l'a dit le *Times*.

Bien que l'on trouve difficilement des engagements précis dans les discours et programme des leaders du Labour Party en ce qui concerne les *Colonies*, il n'en est pas moins vrai que l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste avait éveillé de grands espoirs dans les races opprimées, notamment de l'Inde. Comment y répondit Mac Donald ? Par un télégramme disant que « pas un parti en Angleterre ne céderait à la menace. » Plus tard, en février, Sir Olivier déclara que le peuple hindou n'était pas encore à même de se gouverner.

Dans sa *politique de l'Inde*, le gouvernement travailliste n'a rien à envier à la politique de Curzon. Fusillade d'ouvriers à Bombay, en février, poursuites contre des communistes et des trade-unionistes, etc., etc.

..

Mais le gouvernement travailliste n'a pas seulement fait que manquer à ses promesses électorales. Il a, en fait, trahi la classe ouvrière dont il est issu. Snowden avait déclaré qu'un gouvernement travailliste serait moins que tout autre un gouvernement de classe, et à plusieurs reprises Mac Donald, depuis qu'il est au pouvoir, a répété qu'il gouvernait pour la « communauté ». Nous allons voir ce que ces paroles signifient.

N'est-ce pas Ben Tillett qui a dit que le gouvernement actuel était le meilleur gouvernement *tory* que l'Angleterre avait eu depuis plusieurs années ?

C'est la bourgeoisie capitaliste qui a imposé à Mac Donald la nomination de Lord *Chelmsford* comme chef de l'Amirauté et celle de Lord *Hal-*

dane comme lord chancelier. Et Mac Donald s'est soumis.

Dans les services diplomatiques et consulaires, le gouvernement travailliste a nommé uniquement des réactionnaires. Il a renoncé à envoyer O'Grady comme *ambassadeur à Moscou*, parce qu'il a eu peur de la campagne de la presse bourgeoise.

Les membres du gouvernement de Mac Donald se sont complaisamment soumis aux insipides et ridicules cérémonies du régime monarchiste bourgeois et l'on a vu les Henderson et les Thomas se faire une gloire de s'exhiber en compagnie des membres de la famille royale.

Et pendant qu'ils prenaient une attitude de valet à l'égard de la bourgeoisie, quelle était leur attitude à l'égard de la classe ouvrière ?

Mac Donald a renié même son titre de « socialiste », ne voulant plus être qu'un homme servant « l'ensemble de la communauté ». Avec le seul gouvernement ouvrier existant au monde, le gouvernement des Soviets, il a agi comme le dernier des capitalistes. Il a laissé s'effectuer les poursuites et la suppression de la presse ouvrière dans le territoire d'Allemagne occupé par les troupes anglaises. Il a fait espionner par sa police spéciale le Parti communiste anglais et fait exercer des poursuites contre les propagandistes du Parti. Il viole le secret des lettres adressées à des membres du Parti tout comme sous les gouvernements précédents. Malgré les protestations des sections du Labour Party et du mouvement trade-unioniste, il a maintenu cette police spéciale, vouée corps et âme à la bourgeoisie, cette police qui à un moment donné n'hésita pas à imprimer de fausses *Pravda*. Il a fait perquisitionner les bureaux du Parti communiste et arrêter le camarade Campbell, directeur du *Workers Weekly*.

Son attitude dans les grèves et les conflits industriels a été celle de tout gouvernement capitaliste. Durant la grève des dockers, il a repris pour son compte le plan préparé par le gouvernement précédent pendant la grève des cheminots pour saboter la grève. Au Parlement il a combattu une motion Lansbury qui permettait aux soldats de refuser de prendre part dans les conflits industriels.

Tous les efforts de Mac Donald ont été « de transformer l'industrie en un champ de coopération et de confiance entre les ouvriers et les patrons ». Ce furent également le but des Baldwin et des Lloyd George.

En huit mois le gouvernement travailliste a établi un record de trahison et de faillite politique : chaque jour apporte une nouvelle preuve que le gouvernement de Mac Donald n'est ni un gouvernement socialiste ni un gouvernement ouvrier, ni même travailliste, mais un gouvernement agissant pour le compte de la classe capitaliste. Les quelques réformes insignifiantes qu'il a accordées ne servent qu'à jeter du sable aux yeux des ouvriers.

G. DAVID.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toutes les couches superposées qui constituent la société officielle.

K. MARX (1847).

La crise de l'Italie fasciste

La politique étrangère

et les dettes de l'Italie

Les critiques que les nationalistes et fascistes italiens adressent à leurs prédécesseurs au pouvoir, au sujet de la politique étrangère, les partis de l'opposition actuelle pourraient les retourner aujourd'hui contre les fascistes et les nationalistes. L'Italie n'a jamais montré d'originalité dans sa politique étrangère et n'a pas su non plus appliquer cette tactique d'habile chantage qui est, à ce qu'on dit, la quintessence de l'art diplomatique. A Londres, l'Italie n'a pas eu voix au chapitre, n'étant pas directement intéressée au conflit entre l'Allemagne, l'Angleterre et la France. L'Italie a posé la question de l'annulation de ses dettes interalliées. Mais cette question a été remise par la Conférence à des études ultérieures. Les délégués italiens sont rentrés à Rome, gratifiés d'une copie du fameux projet Dawes et pleins d'une belle confiance en l'avenir.

L'Italie, sans avoir eu à adopter de « Plan Dawes », était depuis longtemps soumise à l'influence économique des Etats-Unis. Lors de l'entrée en guerre des Etats-Unis, l'Italie reçut les émissaires de l'association protestante pourvus de riches moyens, qui installèrent leurs organisations au front et dans les grandes villes. La Y.M.C.A., espèce d'avant-garde de la Finance américaine, ne fit que préparer la voie au commerce américain. Bientôt suivirent les transports de conserves de porc, de viande congelée et de grain. Aujourd'hui, c'est la Compagnie Sinclair, le grand trust du pétrole américain, dont on se rappelle les récents scandales dans lesquels furent impliqués les plus hauts fonctionnaires des Etats-Unis, qui pénètre avec succès en Italie. Ce pays connaît donc suffisamment, et depuis longtemps, les bienfaits de l'« américanisation ». Et l'indépendance politique de l'Italie, invoquée en toutes circonstances par nos nationalistes, se réduit à une formule de rhétorique.

L'Italie est tenue de s'adapter à la politique de certaines grandes puissances. Les Etats-Unis ne consentiront jamais à l'annulation des dettes européennes ; mais il n'insisteront pas sur ce qu'elles soient remboursées. Ils trouveront sans doute une formule ingénieuse pour retirer le maximum de profits de la position que leur assure leur situation de créanciers. Les créances de l'Italie à l'étranger se chiffrent par 390 millions de dollars, dont 134 sur la Grande-Bretagne, 97 sur la France, 63 sur l'Autriche, 35 sur la Tchécoslovaquie, 33 sur la Roumanie, 14 sur la Pologne, 7 sur la Russie, 3 sur la Yougoslavie, 3 sur les Etats-Unis, 2 sur la France et la Pologne (créance commune) (chiffres empruntés à une publication de la *Bankers Trust Company* de New-York). Par contre, les dettes de l'Italie à l'étranger se chiffrent par 4.748 millions de dollars, dont 2.560 millions à la Grande-Bretagne, 2.015 millions aux Etats-Unis et 164 millions à la France. Cet état de choses fournit aux Alliés un argument des plus solides pour interdire même au fascisme de Mussolini ou à la démocratie d'Amendola de poursuivre en politique étrangère des buts originaux.

En matière de politique étrangère, le fascisme se meut sur le même plan que les anciens dirigeants de l'Italie, le premier se montrant toute-

fois plus loquace et plus habile à organiser d'appareils succès. Jamais la politique étrangère de l'Italie n'a eu un caractère aussi provincial qu'aujourd'hui. Mussolini s'abstient de se montrer aux conférences internationales. Il se contente d'un impérialisme à domicile qui rappelle plutôt les battements d'ailes de la volaille que le large vol de l'aigle romain. Après son voyage à Londres, en 1922, Mussolini ne se décida qu'à grand-peine à aller à Lausanne.

Vers une augmentation de la flotte ?

Les manœuvres navales viennent précisément de se terminer. Tout et la presse bourgeoise, obéissant à un ordre venu de haut, a abordé le problème naval. Elle a constaté que l'Italie manque d'unités légères et exigé que le gouvernement en décidât la construction. La *Finance Italiana* a publié un article démontrant que le problème du ravitaillement est pour l'Italie, en raison de sa configuration géographique, un problème essentiel. Mais comment assurer le ravitaillement de l'Italie en grains, maïs, charbon, pétrole, etc., si les voies maritimes et les côtes italiennes ne disposent que de moyens de défense insuffisants, si la flotte marchande n'est pas suffisamment protégée par des unités navales légères ? Le problème naval a été mis exprès à l'ordre du jour à la veille de la Conférence de Genève. L'Italie va demander qu'on l'autorise à construire de nouvelles unités navales.

L'« année sainte » sera-t-elle troublée ?

La situation intérieure montre cependant une crise confuse qui mûrit lentement. La cristallisation des partis et des forces en présence se poursuit. La polémique entre la *Civiltà Cattolica*, des jésuites, et l'*Osservatore Romano* du Vatican, d'une part, entre la presse des *popolari* et demi-libéraux, de l'autre, polémique qui a pour objet la collaboration éventuelle des *popolari* avec les socialistes, est au plus haut point intéressante. Le fait que le Vatican soutient le point de vue favorable au gouvernement fasciste et condamne toute tentative de renversement du fascisme, provient du désir du « Saint Siège » de préserver pendant l'année prochaine qui sera *sainte*, l'Italie de tout bouleversement social susceptible d'arrêter en chemin le flot des pèlerins étrangers. L'insuccès de cette grande manifestation catholique serait en effet regrettable non seulement du point de vue religieux, mais aussi du point de vue financier. La polémique de la presse du Vatican au sujet de la collaboration éventuelle des *popolari* avec les socialistes tend à empêcher ou à rendre difficile la participation de ces derniers à une *action violente* contre le fascisme et que le Vatican semble craindre. Cette action violente ne saurait guère être déclenchée par l'opposition « constitutionnelle ». Le programme de cette opposition (*popolari*, républicains, réformistes, maximalistes et quelques groupes secondaires) est très vague. Les membres répètent chaque jour qu'ils sont contre toutes les formes de violence.

Le Parti communiste et l'opposition constitutionnelle

Dans la polémique entre la presse fasciste et l'opposition, c'est le « péril bolchevik » qui tient

le plus de place. Les fascistes affirment que l'Italie en est toujours menacée. L'opposition nie l'existence de ce « péril », mais accuse en même temps les communistes italiens de faire en quelque sorte le jeu du fascisme.

Il est certain que si le pouvoir de l'opposition succédait au fascisme, les communistes devraient s'attendre de sa part à des persécutions brutales bien que légales.

Les fascistes prétendent avoir découvert un complot de l'opposition contre le gouvernement. Il n'est pas improbable que le gouvernement, pour démontrer l'accord qui, d'après la presse fasciste, existe entre l'opposition et les communistes, ordonne l'arrestation des membres influents de l'opposition et du Parti Communiste. La position que doit prendre dans ce cas le Parti Communiste est des plus nettes. Le fait même qu'il est en butte aussi bien aux attaques des fascistes que de l'opposition constitutionnelle, la définit suffisamment. Mais y a-t-il quelque vérité dans cette histoire de complot de l'opposition constitutionnelle ? Il serait difficile de le dire. On pourrait tout au plus constater que l'opposition cherche à gagner de l'influence sur l'Etat-Major de l'armée, la cour et la franc-maçonnerie. Mais sur quel terrain se produirait le conflit avec le fascisme ? Sur le terrain de la légalité ou de la violence ? Les partis de l'opposition éprouvant toujours le besoin de ne pas intéresser directement les masses à la lutte contre le fascisme, on serait plutôt porté à croire à une activité conspiratrice de leur part. Mais sans intervention des masses, l'opposition ne serait guère en mesure de battre les fascistes qui disposent d'une milice armée et de nombreux dépôts de munitions. L'opposition se trouve ainsi dans un grand embarras.

La déroute du fascisme

Sur le terrain politique, la débâcle du fascisme continue. Des fascistes exaltés, tels que Forni et Sala, se sont unis au poète Sem Benelli pour adresser un appel au peuple italien en vue de la constitution d'une *Ligue italienne*. Il s'agit d'un

mouvement intellectuel dont les protagonistes imitent les gestes de d'Annunzio. On mande aussi de Bologne la constitution d'un parti « radical-socialiste ». Le manque d'assurance des partis antifascistes est égalé par celui du parti fasciste. Le fascisme tient à la collaboration avec la droite libérale, qui lui assure une majorité parlementaire, et continue en même temps à adresser des menaces à l'opposition. Les récentes déclarations de Mussolini témoignent d'une tactique simpliste. D'une part, dans une interview prise par le directeur de *Giornale d'Italia*, Mussolini parle de son désir de collaborer avec l'opposition ; de l'autre, dans un discours, il profère contre l'opposition les menaces les plus violentes.

La baisse du change, le passif commercial, la population

Entre temps, la lire a sensiblement baissé. Le cours moyen du dollar, qui était de 20 liras au premier semestre de 1922, était de 22,85 liras dans la même période de 1924. Alors qu'au premier semestre de 1922, 400 liras papier valaient 100 liras or, à la même époque de l'année courante, il fallait donner, pour 100 liras or, 142 liras papier. Les importations accusent une augmentation de 2 milliards environ par rapport à 1922. Le renchérissement de la vie correspond à la baisse du change et à la diminution de la capacité d'achat de la lire. Au premier semestre 1924, l'excédent des importations sur les exportations se chiffrait par 2.783 millions de liras. L'indice officiel des prix a monté de 443 % en janvier 1924 à 500,5 % en avril et à 544,9 % en juillet.

L'augmentation de la population, à laquelle l'application du Bill Johnson en Amérique n'est pas étrangère, mérite également de retenir notre attention. L'Italie qui, en 1921, comptait 37.171.084 habitants, en comptait, à la fin de 1921, 37.607.487 et 38.044.121 à la fin de 1923.

Ces données sont indispensables pour comprendre et apprécier les événements qui se préparent en Italie.

Ruggiero GRIECO

La Banque des Banques

La forteresse des experts capitalistes

Le rapport des experts veut, en développant les grands « concerns » et trusts nationaux et internationaux, rendre à l'économie mondiale son équilibre en exploitant l'économie allemande au profit du capital anglo-saxon et français.

L'Amérique, l'Angleterre et la France luttent pour leur participation à l'exploitation de l'Allemagne, et cette lutte s'exprime dans les nombreuses conférences comme celle de Londres.

La réalisation du plan des experts exige la soumission de l'économie allemande sous le contrôle du capital international, c'est-à-dire la soumission de l'économie allemande sous un organe central, muni de grands pouvoirs. Cet organe central, c'est la nouvelle Banque Centrale Allemande, dénommée « Banque des Banques ».

La domination des banques

Toutes les conditions sont données, pour la domination de toute l'économie allemande par une banque centrale.

La phase impérialiste du capitalisme est caractérisée par la prédominance, toujours croissante, des banques.

Il est vrai qu'à un certain moment, les magnats de l'industrie, les *Stinnes, Klöckner, Nobel, Schneider*, ont subordonné les banques. En Allemagne, ce processus se poursuit encore. Mais, dans d'autres pays, les banques ont gardé ou regagné leur prédominance sur l'industrie. Ainsi, en Autriche, où le banquier *Bosel* conquiert toute l'économie ; en Angleterre, où deux trusts de banques domi-

nent l'économie ; en Amérique, où Morgan est le roi de l'économie.

Le plan des experts, soutenu par les rois de la banque de New-York, étendra la domination des banques sur le globe entier.

La puissance des banques est formidable. Morgan domine les banques, les chemins de fer, les télégraphes et l'électricité en Amérique ; il exerce une influence décisive sur toute la production d'acier de l'Amérique, sur la production de locomotives, sur le caoutchouc, le tabac, les automobiles et le bois. Morgan est étroitement lié à presque tous les grands trusts bancaires existants, par exemple avec le *concert anglais Nobel*, qui domine presque cent sociétés anglaises de l'industrie chimique, de l'automobile, du verre, du caoutchouc et du cuir ; Morgan a son influence dans la navigation, le pétrole ; il est lié avec Castiglioni, avec le trust *Stinnes*, qui lui seul domine 57 banques et établissements de crédit, 81 mines de charbon, 49 mines de lignite, 59 mines et gisements de fer, 37 gisements de pétrole, 56 fonderies, 92 fabriques de produits métalliques, de machines, de wagons, de locomotives, 8 chantiers de constructions navales, 66 usines de produits chimiques, 218 usines électriques, hydrauliques et de gaz, et 29 sociétés de navigation.

En France, les banques l'« *Union Parisienne* » et le « *Crédit Lyonnais* » ont récemment créé, sous la direction de *Schneider*, l'« *Union Européenne Industrielle et Financière* », qui doit dominer toute l'Europe centrale et orientale, et qui a déjà conquis le contrôle sur la plus grande banque de la Tchéco-Slovaquie, la *Zivnostenska Banka*, qui domine l'industrie textile et du sucre et qui tient dans sa main les usines de *Skoda*, le fournisseur principal de matériel de guerre pour la Petite-Entente.

De même, l'industrie lourde de l'Alsace-Lorraine est sous la domination de *Schneider*, qui domine des fonderies en Haute-Silésie polonaise, des industries en Roumanie et en Yougo-Slavie, des banques en Pologne et en Hongrie.

Il devient de plus en plus visible que les formidables trusts du capital sont en train de se resserrer en un seul trust mondial, sous la direction de Morgan. Ce Morgan, roi financier du globe, s'apprête à s'emparer aussi — par la « Banque des Banques » — de la domination de l'économie allemande.

La Banque des banques

L'Allemagne a une banque qui, jusqu'ici, exerçait, par son droit d'émission de papier-monnaie et par son pouvoir d'escompte, une influence profonde sur toute l'activité des banques et sur toute la vie économique allemande : c'est la *Reichsbank*. Son pouvoir était tel que bien des utopistes croyaient qu'il suffirait de lui accorder encore quelques droits supplémentaires pour que nous marchions vers la socialisation en Allemagne. Des projets de cette nature ont souvent été présentés au sein de la Commission de socialisation. Mais le « Reich », par sa *Reichsbank*, ne songeait nullement à la socialisation de l'industrie et des banques. Voilà pourquoi maintenant les capitalistes allemands et internationaux peuvent songer à « *stinneser* », à l'aide de cette *Reichsbank*, l'Etat allemand et toute l'économie allemande. Pour atteindre ce but, la banque d'empire sera transformée de fond en comble.

Cette transformation vise deux buts : 1° la banque recevra de tels pouvoirs qu'elle pourra dominer toute l'économie ; 2° elle restera en dehors de

toute intervention de la part du gouvernement allemand et, si possible, même des capitalistes allemands.

Le rapport des experts prévoit que la nouvelle « Banque des Banques », en laquelle la *Reichsbank* doit être transformée, recevra le monopole d'émission. Seules les émissions — sans aucune importance — des banques des petits Etats subsisteront. L'ancienne *Reichsbank* et la *Rentenbank* seront supprimées. Pendant dix années, les billets de la *Rentenbank* seront retirés de la circulation.

En dehors du monopole d'émission, la « Banque des banques » obtient le droit de fixer le taux d'escompte pour tout le Reich et d'accorder des crédits à l'industrie et au commerce. Le maître de la banque tiendra entre ses mains toute l'économie allemande ; il accordera ou refusera les crédits à son gré. Les droits les plus importants de contrôle sont donnés au commissaire de la banque. Il peut demander n'importe quel renseignement, il peut examiner les livres de n'importe quel industriel, il peut visiter toutes les usines, exiger des statistiques, des pièces justificatives, il peut faire des enquêtes chaque fois que cela lui semble nécessaire. Celui qui lui fournit, sciemment ou non, de faux renseignements, est puni d'amendes ou de prison ou des deux.

Le pouvoir du commissaire est sans limite. Il l'utilisera au profit du capital américain. Tout ce qui sert en Allemagne les intérêts du capital international sera maintenu. Tout ce que les capitalistes internationaux veulent détruire en Allemagne sera détruit.

La domination du capital étranger

Tout aussi considérables sont les pouvoirs de la commission qui administre les sommes versées à la banque à titre de réparations. Dès que le montant payé dépasse la somme que la banque veut garder en dépôt, la commission placera l'excédent. Dans ce but, la commission peut faire des achats en Allemagne et transmettre les sommes payées en marks à des personnes privées. Ainsi, le capital bancaire international s'assure la possibilité d'utiliser les sommes extraites de l'économie allemande, à tout moment, pour acheter en Allemagne des entreprises industrielles, bancaires, commerciales ou de navigation, l'une après l'autre, pour des trusts capitalistes américains, anglais ou français. En outre, les marchandises ou parts de capitaux ainsi achetées sont exonérées, expressément, de tout impôt allemand !

Pour éliminer toute intervention de la part du gouvernement allemand et, si possible, des capitalistes allemands, le rapport des experts indique que la nouvelle banque est tout à fait indépendante du gouvernement allemand.

Il est vrai que le gouvernement a exercé son influence sur la *Reichsbank* presque uniquement dans l'intérêt du grand capital qui domine le gouvernement ; mais la *Reichsbank* pouvait tout de même accorder des crédits au Reich, aux Etats et aux communes, pour permettre à ceux-ci de satisfaire aux tâches les plus urgentes de l'assistance aux pauvres, aux victimes de guerre et aux chômeurs.

Cela, c'est le passé. En dehors d'un crédit au Reich de 100 millions de marks, limité à trois mois, la nouvelle banque ne peut accorder au Reich, aux Etats, aux communes, ni crédits, ni escompte, ni d'autres avances ; elle ne peut même pas accepter, à titre de paiement, les obligations ou titres des Etats ou des communes. La banque doit exclusivement servir les capitalistes étrangers.

Dans ce but, le président de la banque est muni de pleins pouvoirs. Lui seul embauche les employés et fonctionnaires. En cas d'égalité des voix au Conseil général, il décide définitivement.

Le rapport des experts a prévu que le président « pourrait » être un Allemand. Mais le gouvernement allemand a accepté à Londres un projet, selon lequel il faut que le président soit un étranger. Il est vrai que la nomination du président doit trouver le consentement du président du Reich. Mais si celui-ci refuse, cela ne changera rien. Car si le président est réélu, il entre en fonction sans l'assentiment du président du Reich !

Selon le rapport des experts, il faut aussi que le commissaire spécial de la banque, qui est pourvu des pouvoirs les plus étendus, soit un étranger ! La commission chargée de la surveillance et de l'emploi des sommes versées à la banque pour les réparations, est composée d'un Américain, d'un Français, d'un Anglais, d'un Italien et d'un Belge. *Aucun Allemand ne participe à cette commission importante.*

Par une majorité de trois quarts, le Conseil général peut à tout moment décider que l'argent de la banque centrale et tout ce qui concerne l'impression des billets, soient déplacés en dehors de l'Allemagne. Il est vrai qu'il y a 7 Allemands dans le Conseil général, à côté de 7 étrangers ; mais il n'y a aucun doute que, dès qu'une menace de révolution se produira en Allemagne, on décidera de placer à l'étranger tout le contingent d'or et l'impression des billets.

Les capitalistes étrangers ne se contentent pas de cette domination sur l'économie allemande. Ils veulent encore réaliser des profits supplémentaires. Ainsi la nouvelle banque est exonérée d'impôts. Les dividendes de la banque et les revenus de ses actions sont libérés de tout impôt allemand actuel ou futur, sur les revenus. Mieux encore : toutes les marchandises achetées par des étrangers avec l'argent provenant des paiements de réparations, la propriété de toute sorte, hypothèques, actions, etc., provenant de la même source, ne peuvent être grevés d'impôt par le gouvernement allemand !

L'arrivée au pouvoir du capital

Ces faits montrent que la « banque des banques » signifie le pillage systématique par les capitalistes de l'Entente ; la politique de violence des Etats capitalistes de l'Entente recule au second plan.

Les membres étrangers du Conseil général de la nouvelle banque sont nommés non pas par les gouvernements étrangers, mais par les banques centrales étrangères. Quiconque touchant une rémunération quelconque d'un gouvernement allemand ou étranger, ne peut être membre du Conseil général ou du présidium de la nouvelle banque. Les capitalistes veulent seuls régner, brutalement, en utilisant pleinement leur pouvoir.

Les gouvernements et parlements n'ont déjà été, jusqu'à présent, que les organes d'exécution des capitalistes — le masque derrière lequel se cachait la grimace sanguinaire des capitalistes. Ceux-ci croient maintenant le moment venu, où ils peuvent enlever ce masque, où aucune puissance du monde ne peut plus les empêcher de prendre le pouvoir ouvertement.

Le rapport des experts est la Magna Charta, l'acte d'accession au pouvoir du capital mondial. Le fait que les capitalistes laissent encore sanctionner cet acte par les Parlements à Berlin, à Paris et à Londres, ne signifie pas qu'ils se sen-

tent dépendants de ces Parlements. Tout au contraire : l'acceptation du plan des experts par les Parlements ne doit être que le symbole du fait que les Parlements doivent exécuter la volonté des capitalistes internationaux, il n'est qu'une expression de la puissance, de la volonté des banquiers-rois qui prennent entre leurs mains le gouvernement du monde.

Avec l'acceptation du rapport des experts et de la constitution de la « Banque des Banques », le royaume illimité des Morgan, Schneider, Stinnes, Nobel est établi.

La lutte du prolétariat

Sans doute, l'exécution du rapport des experts signifie un renforcement de la domination capitaliste.

Le capital veut regagner son équilibre ébranlé. Mais de même qu'à l'intérieur des trusts nationaux, les intérêts se heurtent et provoquent sans cesse des dissolutions, de nouvelles formations et de nouvelles dissolutions, de même les antagonismes nationaux provoqueront, au sein du trust mondial, des conflits incessants, des crises et des guerres d'une étendue de plus en plus immense.

Mais l'exécution du rapport des experts se heurte avant tout à la résistance du prolétariat, qui est forcé, par ce plan, de peiner et de souffrir, sous le chômage, sous l'augmentation des heures de travail à 16 heures, par les salaires de famine. Sous peine de périr, le prolétariat doit lutter contre le rapport des experts.

Le projet bancaire frappe d'abord les employés de banque. La concentration croissante des banques provoque des révocations en masse. Des 250.000 employés de banque occupés en janvier 1924, il n'y a déjà plus que 120.000 qui sont occupés.

En face de la concentration gigantesque des capitaux tout espoir d'une amélioration de la situation du prolétariat par des luttes partielles est illusoire. La liaison internationale du capital et la mainmise sur tout l'appareil de l'Etat, la police et l'armée, rendent insuffisantes toutes les pratiques de lutte syndicale employées jusqu'à présent.

C'est seulement la prise du pouvoir par le prolétariat et le contrôle de la Banque des banques par le prolétariat qui peuvent le sauver. A la dictature du capital international il faut opposer la dictature du prolétariat international. Toute lutte doit être dirigée vers ce but. C'est la tâche du prolétariat allemand de conquérir le pouvoir d'Etat et de contrôler lui-même la « Banque des Banques » et avec elle toute d'économie.

J. KATZ (Berlin).

Toute lutte de classes est une lutte politique.
Karl MARX.

On accuse les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'élever en classe nationale dirigeante, se constituer lui-même comme la nation, il est par là encore national, quoique nullement au sens bourgeois.

Karl MARX (1848).

L'œuvre du V^e Congrès et l'opposition

Lorsque la délégation française revint à Paris, au lendemain du 5^e Congrès, certains camarades prétendirent que les débats de cette assemblée avaient été nettement inférieurs à ceux des Congrès précédents ; aucune étude sérieuse de la situation mondiale n'y avait été faite, aucune ligne politique précise formulée, aucune discussion d'envergure engagée. Un discours « officiel » de Zinoviev et la réception de cortèges ouvriers de Moscou apportant des drapeaux, tels avaient été les principaux actes des dernières assises de l'Internationale Communiste.

Ce langage n'est pas nouveau dans le Parti français. Déjà, lors du 4^e Congrès, un délégué de la tendance Dondicol-Renoult, faisant à sa section le compte rendu de ce qu'il avait vu et entendu à Moscou, se servait d'expressions analogues. Il a, depuis, quitté notre organisation. D'ailleurs, il avait été facile de le confondre immédiatement, par la simple lecture des comptes rendus de la *Correspondance Internationale*.

Il en est de même aujourd'hui. Le 5^e Congrès n'a pas été ce que quelques-uns racontent, il a même marqué un progrès considérable de l'I. C. quant à la précision de ses mots d'ordre et la mise au point de ses tâches pratiques.

Les mots d'ordre lancés par les quatre premiers congrès avaient le caractère de directives assez larges pour que l'initiative révolutionnaire de chaque Parti communiste puisse être utilisée, dans leurs cadres, au mieux des progrès de la Révolution sociale.

Cela avait donné d'excellents résultats avec le parti de Lénine, qui savait mettre au service du marxisme le plus intriguant la tactique la plus adroite et la plus souple. Mais il est apparu, particulièrement au cours de l'année 1923 et au commencement de 1924 (événements d'Allemagne et de Bulgarie, arrivée du *Labour Party* au pouvoir), que les différents Partis communistes, même ceux considérés comme les meilleurs, n'avaient pas encore acquis une maturité « léniniste » suffisante pour remplir leur rôle sans être pourvus de mots d'ordre dont le sens révolutionnaire bien marqué soit indiscutable.

Certes, pour un bolchévick, les déviations de droite auxquelles ont donné lieu les tactiques du « front unique » et du « gouvernement ouvrier », sont matière à scandale ; mais, précisément, nous n'avions pas encore, en dehors de la section russe, de véritables sections bolchéviques dans notre Internationale, et c'est pourquoi l'œuvre du 5^e Congrès devait être avant tout une œuvre de précision. Nous allons voir comment il a su la mener à bien.

Contrairement à l'opinion signalée au début de cet article, les travaux du 5^e Congrès ont eu une base solide : les conclusions des rapports de Varga et de Zinoviev, que la résolution sur la tactique présente ainsi : « *Le chapitre présent de l'histoire est celui de la décomposition du capitalisme. Nous en sommes à l'époque de la Révolution inter-*

nationale, mais deux perspectives sont possibles : 1^o la situation se développera au ralenti ; 2^o les antagonismes entre impérialismes, d'une part, entre capitalistes et exploités (prolétaires des métropoles et esclaves des colonies), d'autre part, vont s'exaspérer si rapidement que bientôt des luttes décisives s'engageront. »

Telle est, en gros, la position politique sur laquelle l'I. C. s'est fondée pour élaborer ses tâches et ses mots d'ordre en tenant compte, ainsi que l'a recommandé Zinoviev, des deux éventualités prévues «, car il ne faudrait pas tabler exclusivement sur la plus avantageuse ».

Or, bien que personne n'ait fait une critique générale de ce point de vue, on peut affirmer que toutes les déviations de droite et d'extrême gauche ont leur racine dans une conception différente de la marche des événements. C'est ce qui apparaît très clairement quand on observe les réactions de ces deux tendances de droite et d'extrême gauche devant les décisions du 5^e Congrès.

**

Les mots d'ordre du 5^e Congrès ne sont pas isolés les uns des autres comme des objets placés sur les différents rayons d'une étagère ; ils se tiennent étroitement, ils ne sont que les divers aspects de la même activité communiste, ils forment un tout vivant, car ils sont l'œuvre de dialecticiens marxistes et la dialectique marxiste veut que nous envisagions la réalité telle qu'elle est, c'est-à-dire constituant un tout unique dont les parties sont indissolublement liées les unes aux autres.

Chaque mot d'ordre du 5^e Congrès, quand on se place à un point de vue d'ensemble, apparaît comme l'application pratique, concrète, à une situation donnée, dans une époque donnée, de la grande tâche une et fondamentale que s'est tracée l'Internationale et que l'on peut formuler ainsi : « *Travaillons à la conquête de la majorité du prolétariat et des classes laborieuses — sur les points décisifs — en vue de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. »*

La conquête de la majorité exige les mots d'ordre : « front unique », « gouvernement ouvrier », « unité syndicale », « conquête des paysans ».

Sur les points décisifs, cela signifie : l'I. C. doit porter ses efforts :

1^o A l'échelle mondiale, plus spécialement sur l'Angleterre, qui, avec ses possessions coloniales, joue aujourd'hui un rôle primordial, et sur les colonies et les pays d'Orient, base indispensable à la domination des impérialismes ;

2^o A l'intérieur de chaque pays, dans les grandes cités industrielles, centres moteurs du capitalisme, et surtout dans les usines où sont groupées les masses ouvrières.

D'où les mots d'ordre : « Développons le P. C. anglais » ; « Propagande et travail d'organisation dans les colonies et pays de l'Orient » ; « Formation de cellules d'entreprises ».

En vue de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, c'est-à-dire : il ne sert à rien de conquérir la classe ouvrière, de placer les syndicats sous notre influence, de pénétrer dans les usines, si nous ne savons pas mettre au service de la Révo-

lution les forces que nous aurons rassemblées. D'où : précision des mots d'ordre « Front unique » et « Gouvernement ouvrier » dans un sens de gauche, en les considérant comme une manœuvre révolutionnaire pour arracher les ouvriers aux chefs réformistes, comme un moyen de mobiliser les masses en vue du renversement de la bourgeoisie. Précision aussi du mot d'ordre « unité syndicale », interprété non comme un simple moyen d'agitation, ni comme une simple liquidation de l'I. S. R., mais comme le début d'un travail révolutionnaire au cœur des syndicats réformistes. Précision encore, avec indication nette de les appliquer effectivement, des mots d'ordre : « Conquête des paysans », « Travail dans les colonies et l'Orient ». Enfin, et surtout, mise au premier plan de l'œuvre essentielle sans laquelle on ne peut rien réaliser : « Bolchévisation des partis communistes par leur transformation sur la base des cellules d'usines et la lutte impitoyable contre les déviations de droite et d'extrême gauche ».

Telles sont les dernières directives de l'I. C., et c'est ainsi qu'il faut les grouper pour en saisir le lien intérieur et la profonde unité dialectique.

**

C'est ce que ne veulent pas faire la droite et l'extrême gauche parce que leurs critiques de détail et leurs diverses résistances ne procèdent pas, comme elles le disent, de désaccords sur certains points, mais bien d'une opposition fondamentale à toute la pensée de l'I. C. sur la situation mondiale actuelle et la tactique qu'elle exige.

Mais comme la caractéristique principale de ces deux tendances est qu'elles évitent, en général, de se définir pleinement et se bornent à des protestations fragmentaires et peu développées, il convient, si l'on veut découvrir leur politique véritable, d'analyser leur attitude sur le point où elle est assez précise.

C'est à propos du « front unique » et du « gouvernement ouvrier » que la pensée de l'opposition se révèle. La droite les conçoit (voir le discours de Radek au Congrès) comme une coalition « honnête » entre partis « ouvriers », coalition qui peut aboutir à une participation au pouvoir sur une base « saxonne » (à condition seulement de se montrer plus habile que Brandler à Leipzig et de ne pas négliger le front unique par en bas), c'est-à-dire sans avoir au préalable culbuté la bourgeoisie et sans que le Parti communiste ait nécessairement la prépondérance dans ce gouvernement ouvrier. (Prépondérance qu'il avait en 1917 dans le gouvernement bolchevik-s.-r. de gauche créé après le renversement de Kérénsky.)

Cela revient à admettre que la social-démocratie peut en certaines circonstances combattre sincèrement à nos côtés et se muer d'aile gauche de la bourgeoisie en aile droite du prolétariat.

Or, les dix dernières années de l'histoire nous ont démontré que si les masses ouvrières socialistes peuvent et doivent être arrachées à l'influence de leurs chefs traitres, ceux-ci seront toujours, et en toutes circonstances, les serviteurs de la bourgeoisie.

Il s'agit donc d'une révision de l'analyse faite par Lénine du rôle historique de la social-démocratie, révision qui amène ses auteurs à considérer socialisme et communisme « comme deux branches provisoirement divergentes du marxisme ». Ici communistes de droite et socialistes de gauche se rejoignent dans l'idéologie de l'Internationale 2 1/2, celle qui précisément fut « liquidée » à

la suite d'une série de coalitions « honnêtes » avec la 2^e Internationale.

Ainsi l'attitude de la droite sur deux des principaux mots d'ordre du V^e Congrès nous révèle une déviation opportuniste, dont l'origine certaine réside dans une conception antiléviniste du mouvement ouvrier et dont la conséquence possible (l'atmosphère démocratico-pacifiste et le ralentissement de la Révolution aidant) pourrait être la liquidation de la 3^e Internationale.

**

Quant à l'extrême gauche, bien qu'elle ait une position radicalement opposée à la ligne de l'I. C. (puisque en dépit de ses soumissions officielles elle ne veut pas du « front unique », du « gouvernement ouvrier » et de « l'unité syndicale »), elle nous révèle aussi son incompréhension de la situation de la classe ouvrière et des méthodes nécessaires à un Parti communiste pour mener à bien son travail révolutionnaire.

Le triomphe du point de vue de l'extrême gauche aboutirait au même résultat que la victoire de la droite, à la mort de la 3^e Internationale, non pas, il est vrai, par « liquidation », mais par isolement d'avec les masses. Droite et extrême gauche ne sont en réalité divisées que sur la façon de faire périr le Parti communiste mondial.

D'ailleurs ne sont-elles pas réunies dans la lutte commune contre le mot d'ordre de « bolchévisation » ? Car « bolchévisation », cela veut dire d'une façon immédiate et concrète qu'à la tête de chaque section nationale doit se trouver un bureau politique homogène décidé à appliquer les directives du V^e Congrès et qu'une main de fer sera mise au collet de quiconque, dans le Parti, s'y opposera ouvertement ou sournoisement. Et l'on comprend aisément que cet état de choses soit particulièrement désagréable à ceux qui ne sont pas d'accord avec les décisions prises. Mais comme ils n'osent dresser leur politique contre celle de l'I. C., ils attaquent sur de petites questions les organismes directeurs qui jouissent de la confiance de l'Exécutif afin d'affaiblir l'instrument indispensable à la réalisation de mots d'ordre qu'ils combattent.

La plate-forme commune à la droite et à l'extrême gauche, c'est leur interprétation non communiste des événements actuels.

La droite ne croit plus que, dans l'état présent du monde, des circonstances favorables à un mouvement révolutionnaire puissent apparaître avant longtemps. (Sa façon d'envisager le front unique comme un rapprochement avec la social-démocratie et les chefs réformistes des syndicats est ce qui nous montre le mieux son défaitisme révolutionnaire). Elle professe, sans oser se l'avouer à elle-même, l'opinion humoristique de l'ex-camarade Newbold : « Pas de révolution possible avant 20 ans. Dans ces conditions la politique de Moscou ne relève pas du marxisme mais du mélodrame. »

Certains prétendent qu'ils n'ont jamais eu de semblables pensées et que leurs intentions sont bonnes. Soit ! mais voilà bien longtemps que Lénine a recommandé de ne pas juger les hommes sur leurs intentions mais sur leur rôle objectif.

Or, toutes les actions de la droite ne peuvent découler que d'une mentalité *newboldiste*. Car les coalitions « honnêtes » avec la social-démocratie, l'abandon du programme communiste quand on est candidat du Labour Party, la passivité devant le travail colonial, l'opposition voilée

ou l'indifférence pour tout ce qui concerne les cellules d'entreprises et les protestations contre « la façon de faire » ou « l'incompétence » des organismes centraux sont autant de manifestations évidentes de *newboldisme*.

Que nos camarades relisent attentivement la fin du discours de Radek à la sixième séance du Congrès. Ils y trouveront la charte des différentes droites nationales. Mais il fallait être Radek, le « vieux lion », l'enfant terrible de l'opposition pour affirmer bien haut et avec tant d'ampleur ce que tous nos droitiers pensent tout bas.

Lorsque Chasseigne déclara à Moscou que les Jeunesses Communistes de France étaient avec Zinoviev contre Radek, il ne s'agissait pas, comme on pouvait le croire, à première lecture, d'une déclaration sans intérêt, mais bien d'un choix capital entre deux politiques, la communiste et « l'autre ».

« L'autre » qui est aussi celle de l'extrême gauche, de l'extrême gauche qui fait du « newboldisme » à rebours, qui attend sans cesse que la Révolution tombe sur les villes « comme un voleur dans la nuit » parce que ses représentants comme ceux de la droite n'ont pas une « vue léniniste des événements, sont toujours prêts à toutes les aventures et préfèrent le petit cercle de « purs », la secte, où l'on évoque, joim des masses, la Révolution désirée, au véritable travail révolutionnaire avec les exigences pratiques et la persévérance qu'il réclame.

L'on peut dire qu'au V^e Congrès se posait le problème qu'un Parti communiste mondial doit sans cesse résoudre jusqu'aux heures décisives : « Comment être à la fois une organisation de masse et une organisation révolutionnaire lors-

qu'on se trouve entre deux vagues de révolution ? » La droite sacrifie aisément l'esprit révolutionnaire au nombre. L'extrême gauche a la tendance contraire.

L'une et l'autre méconnaissent le véritable esprit du bolchevisme. Mais dans les circonstances présentes la droite est particulièrement dangereuse. La social-démocratie, de plus en plus liée au char de la bourgeoisie, est appelée à disparaître en tant que parti prolétarien parce qu'elle pourra de moins en moins se livrer à un semblant de défense des intérêts immédiats des ouvriers. Si nous savons mettre cela à profit, si nous développons nos cellules d'usines, nous allons devenir de grands partis ouvriers avec tous les avantages et toutes les possibilités de déviation que cela comporte, surtout dans une période démocratico-pacifiste.

C'est cette situation qui fait que la lutte contre la droite est une nécessité historique dont il faut bien mettre le tragique en relief. La Troisième Internationale ne doit pas renouveler la Deuxième. Elle ne doit pas dégénérer. Elle ne le peut pas et ne le veut pas, car sa tête est bolchevique et la guerre et la Révolution russe et Lénine ont passé sur elle et l'ont trempée.

C'est cela que le V^e Congrès a crié à la face du monde quand il a broyé les diverses oppositions au léninisme et déclaré : « *L'Internationale Communiste, que la Révolution tarde ou qu'elle surgisse demain, doit être prête aux deux éventualités. Sa manœuvre doit consister à s'adapter rapidement aux changements du développement historique. Elle doit, même si ce développement se ralentissait, rester le grand Parti communiste intransigeant de révolution prolétarienne et, en cette qualité, grouper les masses et les préparer à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.* »

Paul MARION.

Le Fascisme sous le masque de l'Anarchie

Les libertaires à la fédération du Bâtiment

Au sein de la C.G.T.U., la Fédération du Bâtiment est la seule grande fédération d'industrie qui reste encore aux mains des anarchistes et des anarcho-syndicalistes. Et encore, notre minorité formée de communistes et de sympathisants au communisme, qui est déjà parvenue à grouper plus d'un tiers des syndicats du Bâtiment, par sa croissance lente mais sûre, est-elle en bonne voie de devenir majorité. Ainsi les leaders anarchistes de contre-révolution, qui réussissent encore à tromper quelques groupes d'ouvriers sincères, finiront par perdre la dernière citadelle qu'ils possèdent encore à l'intérieur de l'Internationale Syndicale Rouge.

Avant d'être balayés par le dégoût des meilleurs syndiqués, c'est-à-dire de ceux qui sont groupés dans la C.G.T.U., MM. les chefs anarchistes tiennent à se montrer sous leur vraie figure. Sans doute, la bourgeoisie qui, par ses Boudoux, manœuvre l'état-major anarcho-policier qui tente d'empoisonner le mouvement syndical, exige-t-elle de ses valets libertaires de telles besognes. Rappelons en passant que ce fameux Boudoux, qui fut

avant la guerre l'agent payé des de Wendel, grands seigneurs du patronat métallurgique lorrain-franco-allemand, ce même Boudoux qui dirigea les assassinats d'ouvriers au meeting organisé le 11 janvier de cette année rue Grange-aux-Belles par le Parti communiste à l'occasion de l'anniversaire de l'occupation de la Ruhr : rappelons que ce même Boudoux est encore membre de la fédération du Bâtiment grâce à la complicité de la bande libertaire qui tient entre ses mains — pour peu de temps, nous l'espérons — les destinées de cette organisation.

Le dernier acte de ces futurs émules de Makhno, aura du moins cet avantage, qu'il permettra à tous les anarchistes sincères de se ressaisir et de se désolidariser de ceux qui viennent de trahir ouvertement les devoirs les plus élémentaires de l'internationalisme ouvrier.

La main-d'œuvre étrangère en France

L'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France a considérablement augmenté pendant la guerre. Il a fallu alors en effet suppléer à la main-d'œuvre employée pour le combat aux armées. Depuis la démobilisation, le nombre des

ouvriers étrangers employés en France, non seulement n'a pas diminué, mais il a plutôt augmenté. Il a fallu suppléer au million de tués. La guerre qui s'est déroulée sur le territoire de la France a appris aux travailleurs des armées coloniales et des armées de l'Entente, à connaître notre pays. Certains d'entre eux sont restés en France. D'autres y sont revenus et ont amené avec eux des camarades. La misère et la famine qui ont sévi sur la population indigène de certaines colonies comme l'Algérie et la Tunisie, les difficultés de la vie pour les ouvriers dans la plupart des pays de l'Europe continentale, les persécutions de la Terreur Blanche et du fascisme dans le monde entier ont amené un grand nombre de travailleurs à chercher asile en France.

Il y a en France (outre environ 100.000 Kabyles, Algériens et autres sujets français) près de trois millions d'étrangers, dont l'immense majorité sont des prolétaires (700.000 Italiens, 550.000 Espagnols, 500.000 Belges, 200.000 Polonais, etc.). Dans la seule région parisienne on compte 450.000 étrangers.

L'économie française possède une base agricole solide. Pays à change moyennement déprécié à la suite de la guerre, la France n'a pas subi de crises économiques aussi fortes que les pays à change élevé qui ne pouvaient plus vendre à l'étranger, ou que les pays à change très bas, qui ne pouvaient pas acheter à l'étranger et qui réduisaient par la cherté formidable de la vie, leur classe ouvrière à la famine. La France n'a subi que plus tard et sous une forme très atténuée la crise de 1920-1921 qui a sévi sur le monde capitaliste d'un bout à l'autre du globe. Entre l'Amérique gorgée d'or et l'Allemagne encombrée d'assignats, l'économie française a pu garder un certain équilibre suffisant pour que le capitalisme n'ait pas été amené à se livrer à une offensive aussi sauvage en France que dans le reste du monde.

Les rescapés de la terreur blanche

Sans doute, en France, la puissance d'achat des salaires a baissé, sans doute les militants et les organisations du prolétariat ont été traqués et brimés. Sans doute la France est sur le chemin de la désagrégation capitaliste tout comme les autres nations capitalistes. Sans doute la classe ouvrière de notre pays peut contempler dans la famine qui pèse sur les travailleurs d'Allemagne ou sur le mineur du pays de Galles, et dans la répression qui sévit à main armée contre nos frères de Pologne, de Bulgarie, d'Italie ou de Roumanie, l'image de la terrible servitude qui l'attend demain. Il n'en est pas moins vrai que le prolétariat français jouit encore, dans la plupart des cas, d'un sort meilleur que celui des prolétariats frères et que, dans les conflits armés avec le pouvoir bourgeois, nous n'avons eu à déplorer que peu de morts lors des grèves de la métallurgie havraise.

Non que notre bourgeoisie vaille mieux que les autres. Bien au contraire. Notre bourgeoisie est responsable des horreurs de la famine, du blocus et de la guerre civile qui ont désolé la Russie, elle est responsable de la réaction blanche qui sévit dans l'Europe orientale grâce à l'appui de son argent et de ses missions militaires, elle est responsable de la misère des travailleurs allemands par l'application du traité de Versailles et par l'occupation de la Ruhr. Si en France, notre bourgeoisie a été moins sauvage dans son agression contre la classe ouvrière, c'est

parce que, dans la situation politique et économique des années d'après-guerre que nous venons de vivre, ses profits, ses privilèges, son pouvoir, ont été moins vigoureusement menacés que dans les autres pays de l'Europe et en particulier de l'Europe continentale.

Aussi notre bourgeoisie a réussi à exercer sa dictature sous le masque des formes démocratiques.

Pour toutes ces raisons, nombreux sont les ouvriers étrangers qui sont venus en France pour y trouver des conditions de vie moins mauvaises ou pour échapper à la répression.

Fraternisation ou haine nationale

Parmi ces ouvriers, il en est dont la conscience de classe est développée : ce sont généralement ceux qui ont dû s'exiler pour échapper aux persécutions de la bourgeoisie ; par contre, il en est d'autres qui ont à peine l'idée de ce qu'est l'organisation syndicale.

Naturellement, le patronat cherche à se servir de ces éléments étrangers inconscients pour faire concurrence aux ouvriers français sur le marché du travail et faire baisser les salaires. Cela est d'autant plus tentant pour MM. les capitalistes que l'ouvrier étranger, sans racines en France, ne parlant pas ou parlant mal notre langue, offre moins de résistance à l'exploitation, surtout s'il est abandonné à ses propres forces. Et puis, grâce aux complicités gouvernementales que trouvent toujours MM. les patrons pour la défense de leurs profits, si l'ouvrier étranger résiste et s'il ne trouve pas parmi les camarades français un appui suffisamment efficace, on peut toujours l'expulser.

Quelle a été la politique du Parti communiste et de la C.G.T.U. en présence de cette situation ? Elle a été d'organiser le front unique de tous les ouvriers, quelle que soit leur race ou leur nationalité, et de dresser ce front unique de combat contre le patronat et contre le gouvernement de la bourgeoisie, que ce soit un gouvernement du Bloc National ou un gouvernement du Bloc des Gauches. Elle a été de travailler à l'organisation de la main-d'œuvre étrangère dans les sections du Parti et dans les syndicats déjà existants. Pour vaincre les difficultés créées par la différence des langues, il a fallu créer tout un appareil spécial pour toucher les ouvriers étrangers. Le Parti communiste français a assuré la publication d'un journal hebdomadaire pour les Italiens et d'un autre pour les Polonais ; il a créé tout un appareil qui permet de toucher dans bien des cas l'ouvrier étranger sur le lieu même de son travail : à l'usine ou à la mine. Plusieurs de nos journaux de langue française ont été interdits pour avoir inséré des articles ou des appels en langue étrangère. De son côté, la C.G.T.U. a organisé son service de la main-d'œuvre étrangère. Elle est en train de le développer.

Nous avons constamment prêché la fraternisation de tous les ouvriers de tous pays, sur le sol même de la France, l'union de tous les ouvriers dans la lutte contre le patronat à l'usine même. Nous avons aidé de toutes nos forces nos camarades étrangers militants à échapper aux persécutions policières et à l'expulsion. Quand nous n'avons pas pu les arracher des griffes de la bourgeoisie, nous avons organisé des campagnes de presse et des campagnes d'agitation contre les mesures spéciales prises par nos gouvernements contre nos frères de travail d'une autre nationalité. Nous avons réclamé pour eux au Parlement

le droit de vote. Non parce que nous espérons convaincre MM. les députés bourgeois, mais parce que nous voulions développer dans notre prolétariat le sens de la solidarité envers les ouvriers de tous pays, et créer ainsi un courant capable de s'opposer à toute mesure gouvernementale de brimade et d'expulsion prise contre eux.

M. Herriot continue Poincaré

Quelle a été la politique de Poincaré, puis de Herriot ? L'un comme l'autre ont cherché à exciter les ouvriers français contre les ouvriers étrangers, tout en se servant de ces derniers pour tenter d'avilir les salaires. Herriot comme Poincaré ont pris des mesures spéciales contre les ouvriers étrangers pour les empêcher de se lier au mouvement ouvrier français. Poincaré a agi brutalement, à coup d'arrestations et d'expulsions. A la demande des gouvernements de fascisme et de terreur blanche, il a opéré l'extradition des réfugiés politiques : il les a livrés à la répression bourgeoise de leurs pays respectifs. Ainsi, M. Poincaré a renié les plus vieilles traditions françaises qui considéraient la terre de notre pays comme un asile inviolable pour les réfugiés politiques. Il est vrai que cette tradition n'était bonne sans doute aux yeux du criminel de 1914 que lorsqu'elle profitait à la bourgeoisie. M. Herriot procède d'une manière plus hypocrite. Il vient de créer, lui aussi, son service de la main-d'œuvre étrangère. Il n'autorisera l'entrée des ouvriers en France que lorsque ceux-ci seront susceptibles de trouver certainement, en France l'équivalent de la situation qu'ils quittent dans leur propre pays. Cette formule signifie en réalité ceci : les ouvriers étrangers ne seront autorisés à venir en France que lorsqu'ils seront embauchés par nos grands capitalistes et que lorsqu'ils auront accepté les conditions de travail imposées par ceux-ci. Les ouvriers coloniaux en particulier seront enfermés dans nos colonies comme dans une cage. Et là ils devront se soumettre à toutes les exigences de notre capitalisme colonisateur.

Dresser les uns contre les autres les ouvriers français et les ouvriers étrangers ; livrer ceux-ci soit au capitalisme de leur pays, soit au capitalisme de chez nous, voilà le dernier mot de la politique humanitaire, de la politique de fraternité universelle préconisée par le Bloc des Gauches et soutenue par nos social-démocrates.

Les anarchistes et la main-d'œuvre étrangère

Examinons maintenant la politique anarchiste vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère. Les libertaires ne se sont pas bornés à attaquer le Parti et la C. G. T. U., ils ont lutté spécialement contre toute tentative d'organiser en France les ouvriers étrangers. Ils ont dénigré les efforts du Parti comme tendant à faire de ceux-ci les instruments du gouvernement de Moscou, représenté comme quelque chose d'abominable. Ils ont refusé de participer au travail organisé par la C. G. T. U. pour amener à l'organisation syndicale des travailleurs des autres nationalités. Ils ont représenté le service de la main-d'œuvre étrangère comme une manière de développer la bureaucratie syndicale et de livrer les syndicats au Parti communiste.

Non seulement ils ont adopté cette politique purement négative, mais ils viennent de préconiser le boycottage même par les moyens violents des travailleurs étrangers.

Un ordre du jour du Bâtiment

Voici en effet le texte de l'ordre du jour adopté par le Comité national de la Fédération du Bâtiment :

« Envisageant l'afflux toujours grandissant de main-d'œuvre provenant de diverses nationalités, qui vient saboter les conquêtes obtenues par les organisations ouvrières de ce pays, décide de réagir énergiquement contre une telle situation qui met en péril les conditions d'existence des ouvriers du Bâtiment et des Travaux publics.

« Pour ce faire, le Comité National, sans rien abdiquer des principes internationalistes, qui ont toujours été de règle à la Fédération, demande à tous les syndicats d'employer toutes les méthodes nécessaires pour enrayer une telle situation sans en exclure les méthodes violentes. »

On voit tout de suite en quoi consiste cet internationalisme qui est de règle chez MM. les anarcho-syndicalistes. Il consiste à accueillir à coups de triques les ouvriers étrangers.

Plus chauvins que Poincaré!

C'est en pleine paix de Versailles un langage pire que celui que pourrait tenir M. Poincaré. Ce dernier n'aurait jamais osé tenir un tel langage, la guerre finie, même contre les ouvriers allemands. D'emblée, les anarchistes ont dépassé la bourgeoisie en capacité de haine nationaliste. M. Herriot se croit du moins obligé d'être plus hypocrite. Il essaie de se couvrir du souci de l'intérêt des travailleurs étrangers. Quand le gouvernement de M. Herriot arrête ou expulse des ouvriers étrangers, il tâche de trouver un prétexte accessoire.

MM. les leaders anarchistes font exactement la même politique que les syndicats Gompers en Amérique. Et les syndicats Gompers sont, comme chacun le sait, ce qu'il y avait jusqu'ici de mieux comme syndicalisme de collaboration de classe et comme syndicalisme-nationaliste.

Par la volonté de MM. les dictateurs anarchistes, il y a maintenant des lois syndicales d'exception contre nos frères de travail étrangers qui osent s'aventurer en France.

Eh bien ! ces lois ne seront pas appliquées, et ceux qui les ont édictées seront vomis par la protestation unanime de la classe ouvrière.

Le scandale

En France d'abord. La protestation commença ira grandissant. A Paris, où le syndicat du Bâtiment a déjà refusé de délivrer leur carte syndicale à des ouvriers italiens, les Comités intersyndicaux ont condamné énergiquement l'ordre du jour voté par le Comité national anarcho-syndicaliste.

Il appartient à la presse communiste de dénoncer le scandale, il appartient à tous les communistes de porter la question dans leurs syndicats. Toutes les organisations ouvrières doivent protéger les ouvriers étrangers contre les violences anarchistes au même titre que s'ils étaient français. Nos camarades de la minorité du Bâtiment ont le devoir d'être au premier rang et de sauver l'honneur ouvrier de leur Fédération.

Au cours des grèves, nous luttons contre les jaunes sans distinction de nationalité. Mais il est monstrueux de lutter contre un frère de travail ou de misère parce qu'il ne parle pas la même langue ou parce qu'il n'a pas la même couleur de peau que nous.

Questions aux anarchistes

Et que diront MM. les anarchistes de l'étranger devant les ouvriers de leur pays ? Allons, MM. les anarchistes italiens, allons, MM. les anarchistes espagnols ! Vous désolidariserez-vous de ceux qui en France veulent accueillir à coups de trique les ouvriers d'Italie et d'Espagne ?

Fascisme ou anarchisme ?

Les communistes des partis frères doivent poser la question dans les organisations ouvrières de leurs pays, syndicats et conseils d'usines, et obliger les anarchistes de chez eux à se prononcer clairement.

Quant à nous, l'attitude des leaders anarchistes français ne nous surprend pas.

Ils ont déjà pratiqué la violence contre les organisations ouvrières révolutionnaires de chez nous.

Ceux qui ont organisé des expéditions armées contre la rédaction de l'*Humanité*, ceux qui ont tenté de faire délibérer un Comité confédéral de la C.G.T.U. sous la menace de la trique maniée par des compagnons sans mandats, ceux qui comptent dans leurs rangs des Boudoux, et qui partagent avec ce triste individu la responsabilité des assassinats d'ouvriers commis rue Grange-aux-

Belles, alors que le Parti communiste avait organisé la protestation du prolétariat parisien contre l'occupation de la Ruhr, ceux-là devaient lui aussi dans le nationalisme le plus sauvage.

Nationalisme exaspéré, violence contre les ouvriers étrangers et contre les organisations révolutionnaires, ce sont déjà quelques traits du fascisme

Repoussés par le mouvement ouvrier qu'ils trahissent au bénéfice de la bourgeoisie et du réformisme, les anarchistes chercheront à dresser les classes moyennes contre la classe ouvrière en lutte contre le capitalisme.

Le fascisme tente de faire en France son entrée sous le masque de l'anarchie. Il tente de prendre pied dans notre mouvement ouvrier.

Les communistes, les ouvriers anarchistes sincères, tous les ouvriers honnêtes, doivent jeter le cri d'alarme et le front unique de tous les ouvriers français et étrangers doit se défendre contre la violence anarcho-fasciste alliée de la violence bourgeoise.

Albert TREINT.

N. B. — Adresser les ordres du jour de protestation des organisations étrangères à Paris, 120, rue La Fayette, au siège du Parti communiste.

CHRONIQUE DES CELLULES

Aux Secrétaires des Fédérations,
Aux membres des Comités fédéraux,

Chers Camarades,

Nous avons demandé aux Fédérations de bien vouloir nous fournir un rapport sur l'accomplissement du travail effectué par elles. Bien peu l'ont fait jusqu'à présent. Cependant, comme nous l'indiquions, les expériences de ce travail doivent pouvoir servir à tous. Nous pensons qu'il aura suffi de vous le rappeler pour que vous nous adressiez, si vous ne l'avez pas encore fait, le rapport demandé. Ce rapport doit contenir les objections faites par les membres de votre Fédération, les questions sur les points qui vous sembleraient insuffisamment clairs, les suggestions que vous pourriez faire, le nom et l'adresse du secrétaire de la Commission fédérale des cellules, etc...

Nous vous rappelons également que nous vous avons demandé de nous adresser pour le 20 septembre, le plan des rayons envisagés pour votre Fédération. Pour les camarades retardataires, nous les invitons à nous l'adresser de suite.

De plus, nous croyons utile d'apporter de nouvelles précisions pour vous faciliter le travail de réorganisation :

1° Le recensement des membres de votre Fédération doit être terminé. Il vous faut maintenant répartir vos membres dans les cellules. Ce travail doit être terminé au plus tard le 20 octobre pour permettre à celles-ci de fonctionner utilement.

Rappelons que dès qu'une cellule est constituée, tous ses membres cessent automatiquement de faire partie de la section à laquelle ils appartenaient ; ils remplissent tous leurs devoirs de Parti dans la cellule. Celle-ci commence aussitôt à recevoir les adhésions et à remplir toutes les tâches d'une organisation de base.

2° Par suite de sa réorganisation, le Parti sera

constitué en trois échelons : a) cellules, b) rayons, c) Fédération.

La cellule est l'organisme de base.

Les cellules sont groupées par rayons à la tête desquels se trouveront des Comités de rayons élus par les conférences groupant les délégués de toutes les cellules du rayon.

Jusqu'au mois de décembre 1934, date à laquelle doivent être nommés les Comités de rayons réguliers, ceux-ci seront des Comités provisoires. Ils auront pour charge de hâter la constitution des cellules dans leur ressort.

3° Il est bien entendu que ce Comité provisoire ne peut être nommé, en accord avec la Fédération, que par les délégués des cellules déjà constituées. Pour le cas où dans le rayon prévu par la Fédération aucune cellule n'existerait, les Comités fédéraux devront créer de suite deux ou trois cellules, davantage si possible, pour pouvoir convoquer dans le plus bref délai, une Assemblée des cellules constituées pour la nomination de ce Comité provisoire ;

4° Ainsi petit à petit, les sections disparaîtront. Cependant, des tâches territoriales seront à remplir. Pour l'accomplissement de ces tâches, il sera constitué un groupe de travail par localité, plusieurs si la localité est suffisamment importante. Les secrétaires de ces groupes de travail seront désignés, sur la proposition des groupes, par le Comité de rayons. Ils seront responsables devant lui ;

5° Par suite du recensement effectué, il vous est facile d'après les renseignements fournis, d'établir schématiquement une carte économique (centres agricoles, centres viticoles, centres industriels etc., etc...). Nous vous prions de nous en faire parvenir un exemplaire ;

6° De l'expérience de certaines Fédérations, il ressort que le stade des cellules de rues est déjà dépassé. Il est possible de rattacher immédiate-

ment aux cellules les camarades ne travaillant pas dans les entreprises (ménagères, concierges, artisans, etc...);

Bien entendu, cela ne joue pas pour les cellules de villages où il n'existe pas d'industrie dans la commune;

7° Les Comités de rayons doivent être en majorité composés des délégués de cellules d'usines. Il en sera de même des Comités Fédéraux;

8° La liaison des rayons avec les cellules se fera par les secrétaires.

Les Assemblées du rayon seront de deux sortes :

a) Assemblées d'information auxquelles seront convoqués tous les adhérents des cellules du rayon (Assemblée faite à la demande du rayon ou de la Fédération);

b) Assemblées délibératives auxquelles participeront les délégués régulièrement mandatés par les cellules (un délégué de droit et une délégation proportionnelle à fixer par les rayons);

9° La liaison des Fédérations avec les rayons se fera par les secrétaires;

Des Assemblées délibératives comprendront un délégué de droit par rayon et une délégation proportionnelle à fixer par la Fédération;

10° Pour hâter la compréhension de la réorganisation, il serait bon que différentes Fédérations

voisines envisagent la tenue de réunions régionales où serait examiné le problème sur toutes ses faces. (Nous prévenir de la date et du lieu de la réunion arrêtée pour nous permettre d'envoyer un délégué.) Il serait également souhaitable que les Fédérations départementales envisagent un resserrement régional basé sur les régions économiques, sans oublier la liaison qui doit exister entre les centres industriels et les milieux ruraux.

Partant de ce principe, la Seine et la Seine-et-Oise ont opéré leur fusion; d'autre part, le Nord et le Pas-de-Calais ont mis la question à l'ordre du jour d'un Conseil Fédéral commun qui doit se tenir le 5 octobre.

Bien entendu, ces resserrements doivent être menés de front avec la création des cellules et des rayons. Et là où ils se réaliseront, ils pourront permettre plus facilement la création de l'appareil fédéral indispensable à l'accomplissement des énormes tâches fixées au Parti français.

Encore une fois, nous demandons instamment aux Fédérations de nous indiquer les difficultés qu'elles rencontrent; avec elles, nous nous emploierons à les solutionner. C'est l'intérêt du Parti. N'oublions pas non plus que la réorganisation à la base doit être terminée le 30 novembre 1924.

Le Bureau d'Organisation.

La Commission Centrale des Cellules.

Quelques expériences relatives aux Cellules

Dans un récent article du *Bulletin Communiste*, un camarade se plaint que les expériences réalisées dans l'organisation des cellules ne soient pas mieux vulgarisées, d'où gaspillage de forces. J'essaierai donc de signaler quelques problèmes pratiques et quelques solutions tirées de l'expérience de la Fédération du Rhône.

Difficultés à vaincre

On a signalé avec raison que beaucoup de camarades restent trop peu de temps dans la même usine pour y prendre de l'influence et y faire du bon travail communiste. Une cellule a trouvé bon de décider qu'aucun camarade ne pourrait s'en aller de lui-même de la boîte, sans avoir soumis son cas au bureau de la cellule et sans en avoir obtenu la permission. Cette règle pourrait, semble-t-il, être généralisée.

Nous avons constaté que beaucoup d'ouvriers communistes préféreraient travailler chez des petits patrons n'employant que quelques ouvriers. Je ne crois pas que la question soit résolue complètement par le rattachement du communiste ainsi isolé à la cellule la plus proche. Il faut encore lui faire comprendre que son devoir est de travailler dans une grosse boîte où il sera en contact avec une masse d'ouvriers et où, par suite, son action sera plus féconde, et de laisser les petits ateliers aux camarades boycottés par le patronat.

Un problème pratique sur lequel on n'insiste pas assez est celui de la liaison intérieure de la cellule dans les grandes entreprises. Dans le cas d'un événement important se produisant inopinément dans la boîte, il est nécessaire que la cellule se réunisse immédiatement pour prendre une décision ou que le bureau puisse faire passer un mot d'ordre à tous les membres de la cellule. L'organisation de la liaison variera avec les boîtes : la meilleure

façon de résoudre le problème semble être d'avoir dans la cellule un employé des bureaux ou un ouvrier de l'entretien qui peuvent circuler dans toute l'usine sans être remarqués.

Certaines industries posent des problèmes difficiles : le bâtiment, partout où les chantiers n'emploient que peu d'ouvriers qui sont très mobiles; les tramways, où les employés ne peuvent pas avoir les mêmes heures de service — enfin les entreprises où fonctionne le système des 3 huit et où, par suite, on ne peut pas réunir les camarades des 3 équipes. Il serait urgent qu'un camarade qualifié nous mette au courant de l'expérience internationale et de celle de la Fédération de la Seine sur ce terrain, pour abrégier la période des tâtonnements dans les autres Fédérations où le travail est moins avancé.

Contre la répression

On parle beaucoup de la prudence nécessaire pour éviter que la répression ne désorganise nos cellules, mais il ne semble pas qu'on ait encore envisagé les moyens pratiques d'y remédier quand elle s'abat. Il faudrait chercher dans l'expérience acquise par les Syndicats dans les périodes de lutte, les moyens qui pourraient être systématisés et généralisés. Il faudrait que, dans chaque Fédération, un ou plusieurs camarades du C. F. soient chargés de centraliser les moyens de résistance suivants (et d'autres que l'expérience peut suggérer) :

a) Recensement des membres du Parti et des sympathisants (petits patrons, coopératives, employés à situation privilégiée) pouvant aider les camarades boycottés pour trouver de nouvelles places (exemple : placement à Lyon des métallurgistes pendant les grèves de Saint-Etienne).

b) Recherche des communistes et sympathisants

pouvant faire embaucher des camarades boycottés, en particulier noyautage du service d'embauche d'une grosse entreprise.

c) Débauchage d'un communiste travaillant dans une petite boîte qui cède sa place au camarade boycotté et va s'embaucher dans l'usine d'où celui-ci a été renvoyé. Moyen délicat à employer, mais qui empêche la cellule d'être désorganisée par les renvois.

d) Liaison entre les cellules d'entreprise et les cellules rurales permettant au camarade qui ne trouve pas de travail en ville d'en trouver provisoirement à la campagne. Cette méthode devrait être systématisée en vue de la propagande parmi les paysans.

Ces services de placement fédéraux devraient être reliés entre eux de façon à pouvoir diriger, sur une localité qui manque de militants, les militants éprouvés qui sont brûlés dans la leur.

Les cellules et la propagande paysanne

On peut s'étonner que cette question n'ait jamais été traitée par la Presse du Parti ; sans doute il ne doit pas y avoir encore beaucoup d'expériences françaises, mais il est d'autant plus utile pour cela de faire appel à l'expérience internationale.

Il ne paraît pas, *a priori* très difficile d'établir le premier contact entre la cellule d'une entreprise et un village : n'y a-t-il pas presque toujours dans la cellule ou parmi les sympathisants des camarades qui viennent de la campagne où ils ont encore des parents et des relations ? Les cellules rurales pourraient d'ailleurs grandement favoriser cette première prise de contact.

Ce premier pas fait, les méthodes de propagande varieront, suivant l'initiative des cellules. Voici une suggestion d'un camarade d'une cellule qui nous paraît intéressante : chaque membre de la cellule expédierait, pendant 15 jours ou 3 semaines, son « Huma », après l'avoir lue, à un paysan ou à

un ouvrier agricole du village, puis lui écrirait pour connaître son impression et pour l'engager à s'y abonner.

Une autre méthode qui pourrait avoir d'excellents résultats serait l'organisation d'une colonie de vacance dans un village pour les enfants des ouvriers de l'entreprise. Les camarades de la cellule iraient à tour de rôle, chaque dimanche, visiter les enfants placés chez les paysans et en profiteraient pour faire de la propagande. L'arrivée et le départ des enfants devraient être l'occasion dans le village de manifestations communes des ouvriers et des paysans tendant à montrer la solidarité de l'usine et du village.

Il ne s'agirait pas seulement d'affirmer cette solidarité, il faudrait faire profiter les paysans des méthodes de lutte éprouvées à la ville, leur apprendre à organiser des coopératives, des syndicats, des Comités de paysans pauvres. La propagande antimilitariste parmi les conscrits devrait être particulièrement soignée.

Nous voudrions ajouter encore quelques remarques concernant la technique des réunions d'usine, mais notre papier est déjà trop long (1). Il serait à souhaiter qu'un camarade qualifié de la Fédération de la Seine, qui a une plus grande expérience dans ce domaine, soit chargé de résumer cette expérience afin d'éviter aux Fédérations de province les erreurs et les tâtonnements dans la mise au point de ce moyen de propagande nouveau qui est si délicat à manier.

A. CADINE (Rhône).

(1) Nous trouvons très intéressant l'exposé du camarade Cadin et nous le prions de communiquer au B. C. les expériences faites dans la technique des réunions d'usine. — Que d'autres tous les camarades qui ont des idées nouvelles à exprimer nous écrivent, ils seront toujours les bienvenus.

LA REDACTION.

L'Internationale et sa section tchécoslovaque

Un article de Kreibich. — La « crise » du Parti tchécoslovaque. — Ce que demande l'Exécutif.

La discussion bat son plein dans le Parti tchécoslovaque. Le camarade Kreibich, représentant de la droite, parle même de « crise ».

Chaque fois que nous avons demandé au Parti tchécoslovaque de faire un pas sérieux en avant, nous avons rencontré la résistance de certains leaders conservateurs. Il en fut ainsi quand se posa la question de fonder un Parti communiste et de l'appeler par son nom (l'appellation du parti n'était pas, naturellement, une question formelle, mais tenait de près à des problèmes politiques). Il en fut ainsi lorsqu'il s'agit de substituer aux partis constitués par nationalités, un parti international unitaire. Il en est ainsi maintenant que l'I. C. demande à tous ses partis, et notamment au parti ouvrier si important de Tchécoslovaquie, de faire un grand pas dans la voie de la bolchévisation. Cette fois encore, le résultat sera favorable à l'I. C. La majorité des ouvriers sera avec l'Internationale et obligera ceux d'entre les chefs qui résistent à suivre le chemin indiqué par le 5^e Congrès de l'I. C.

Nous venons de lire l'article de Kreibich, intitulé : *De quoi il s'agit*. Le camarade Kreibich s'affirme comme le leader d'un groupe de droite. Ce qu'il écrit suggère de tristes réflexions. Kreibich affirme que ses camarades, lesquels ont été jusqu'à présent à la tête du Parti, tiennent à examiner avec objectivité le problème du fonctionnement des organes directeurs et font abstraction de tout ressentiment personnel comme de questions d'amour-propre. Mais, à notre avis, l'article de Kreibich est un modèle de mesquinerie et d'irritation personnelle. Aucun programme politique positif, aucune clarté dans les perspectives, mais un ton vexé et l'intention de tout réduire à une affaire de confiance personnelle.

Kreibich exige qu'on lui dise s'il est ou non opportuniste et si nous le comptons dans la droite de l'I. C. Nous sommes prêts à nous exécuter. Oui, nous considérons le camarade Kreibich et ses plus proches coreligionnaires politiques comme ayant une attitude opportuniste et formant ou cherchant à former la droite de l'Internationale. Pour ce qui est de Kreibich personnellement, la chose n'est pas à prendre trop au tragique. Nous nous souvenons que Kreibich était, il n'y a pas

si longtemps, ultra-gauche. Il se laissa convaincre assez facilement de la nécessité d'abandonner les extravagances de l'extrémisme. Nous espérons qu'il ne s'obstinera pas davantage cette fois-ci et qu'ayant abandonné les extravagances de droite, il se trouvera en quelque sorte immunisé contre les déviations. Nous espérons aussi que d'autres leaders tchécoslovaques se rendront compte de leurs erreurs.

Dans l'article de Kreibich — c'est, visiblement, un article-programme — une tendance s'avère clairement. Kreibich ne souscrit pas aux résolutions du 5^e Congrès de l'I. C. Sa diplomatie consiste à ne pas le dire en toutes lettres. Point n'est besoin d'être prophète pour prévoir qu'au prochain Congrès du P. C. T., Kreibich ou quelqu'un de ses camarades proposera une motion souscrivant à toutes les décisions du 5^e Congrès, mais avec de vilaines petites réserves. Telle est la manière classique des opportunistes « communistes ». Ils ne diront pas : « Nous repoussons les décisions du 5^e Congrès parce qu'elles sont, sur tel ou tel point, erronées et parce que nous en proposons d'autres. » Ils voteront pour (comme Hoeglund, un pied dans la social-démocratie, votait encore de nombreuses résolutions du 5^e Congrès), puis, à l'aide de petites réserves s'ajoutant les unes aux autres, ils sèmeront le scepticisme. Ce procédé, camarade Kreibich, est le moins tolérable dans l'Internationale Communiste.

Nous posons au camarade Kreibich et à ses plus proches amis, ces questions précises :

Les décisions du 5^e Congrès de Moscou sont-elles bonnes ou mauvaises ? Les acceptez-vous, oui ou non ? Et si c'est non, sur quels points sont-elles erronées et comment voudriez-vous les modifier ?

Il ne manque pas, dans le P. C. T., de camarades sincèrement et ardemment partisans des décisions du 5^e Congrès. Kreibich et ses amis ne leur opposent rien de clair. Au contraire, ils s'efforcent d'obscurcir le débat : — « Qu'est-ce que le front unique, demandent-ils, et que ferons-nous si MM. Bénès et Masaryk nous demandent de former avec eux un gouvernement « ouvrier » ? Voudriez-vous que nous fassions tout de suite la révolution ? — Nous engageons les vrais défenseurs de l'I. C. à ne pas s'engager dans ces débats et à traiter ces déplorables méthodes de polémique par l'ironie.

Ce que c'est que le front unique, comment nous entendons le gouvernement ouvrier, ce qu'il faudrait répondre, le cas échéant, aux Bénès, aux Masaryk et à d'autres politiciens, le 5^e Congrès de Moscou l'a dit sans équivoque. Le 5^e Congrès a donné une analyse détaillée de la situation politique internationale. Son appréciation de l'ère démocratique et pacifiste est tous les jours confirmée par les faits. Il a donné une analyse claire et assez fouillée de la situation économique. Il a dit avec précision qu'il est opportuniste d'entendre par tactique du front unique l'alliance avec les social-démocrates : Il a précisé ce que le gouvernement ouvrier peut et ne peut pas être pour nous. Il a arrêté notre tactique syndicale. On peut être d'accord ou ne pas l'être avec le 5^e Congrès mondial. Mais on ne peut pas l'approuver « un peu ». Les membres sincères de l'I. C. en Tchécoslovaquie n'ont pas la moindre raison de souhaiter l'adoption de nouvelles formules, alors que nous avons celles que toute l'Internationale vient d'approuver. Le comprenez-vous, camarade Kreibich ? Oui ou non ? Mais sans fâcheuses réserves. Sans « d'une part » et « d'autre part ». Oui ou

non ? Et si c'est non, dites franchement — c'est votre bon droit — où les décisions du 5^e Congrès ont tort et comment il faut les redresser ?

Que demande l'I. C. au Parti tchécoslovaque ? — « Quelles « actions révolutionnaires » nous propose l'Internationale ? demande naïvement Kreibich. Faut-il que nous fassions tout de suite la révolution ? »

Encore la vieille manière opportuniste ! Dans toutes les décisions de l'I. C. en cinq ans, camarade Kreibich, vous n'en trouverez pas une qui se réduise à l'injonction de « faire » la révolution. Tout ce que l'Internationale demande à ses sections, c'est de rester communistes, révolutionnaires, dans les périodes d'accalmie et de préparer en toutes circonstances la révolution prolétarienne, dont le développement ne dépend évidemment pas de nos désirs, mais des circonstances objectives.

L'Internationale demande à sa section tchécoslovaque :

1^o De réorganiser le Parti sur la base des cellules d'usines. Un Parti communiste ne peut pas être organisé autrement. Tout autre principe d'organisation est social-démocrate ou étranger au communisme ;

2^o De donner à son agitation et à sa propagande un caractère réellement révolutionnaire correspondant aux décisions du 5^e Congrès ;

3^o D'accorder beaucoup plus d'attention au mouvement des Comités d'usines et d'utiliser les expériences d'Allemagne ;

4^o D'entamer une propagande et une action systématiques en vue de former des centurries prolétariennes ; de donner ainsi une forme sérieuse à la lutte contre le fascisme ;

5^o D'avoir une agitation et une politique communistes dans la question nationale. — Kreibich emploie de bien déplorables procédés quand il s'efforce de faire accroire à ses lecteurs que le 5^e Congrès et l'Exécutif élargi n'ont pris aucune décision sur la question nationale. J'aime à croire que le camarade Kreibich se souvient des thèses de Lénine, adoptées par le 2^e Congrès. Pour quelconque veut faire une politique communiste, elles sont d'une netteté suffisante. L'Exécutif de l'I. C. vient, en conformité avec une décision du Congrès, de les concrétiser encore. On ne doit pas jouer, camarade Kreibich, avec ces questions. Il y a des décisions de l'Internationale. Êtes-vous pour ou contre ?

6^o D'organiser dans le même esprit le travail parmi les ruraux ;

7^o D'encourager le mouvement des jeunes et non de lui créer des difficultés ;

8^o De présenter la tactique du front unique et le mot d'ordre du gouvernement ouvrier dans l'esprit du 5^e Congrès et non comme le voulaient Radek et Brandler, et comme le veut Kreibich, aux 9/10 d'accord avec eux. Bref, d'en parler de façon bolchevique et non opportuniste ;

9^o D'adopter, dans les questions discutées par les Partis russe, allemand et autres, une attitude nettement révolutionnaire, conforme à l'esprit du 5^e Congrès, et de ne pas soutenir la droite de ces partis ;

10^o De former un Comité Central, fortifié de nombreux éléments nouveaux pris parmi les ouvriers actifs, droits, point diplomates, proches des masses, capables de travailler sans réserves avec l'Internationale.

Ces exigences sont des plus modérées. Au fond, elles sont impliquées dans les 21 conditions d'adhésion arrêtées par le 2^e Congrès de Moscou.

Le camarade Kreibich voudrait nous effrayer en parlant de crise. D'abord, il y a des crises salutaires. La crise provoquée par l'opportunisme de Brandler dans le P. C. allemand l'a montré. Ensuite, il nous semble que les ouvriers tchécoslovaques n'ont nulle raison de partager l'anxiété de Kreibich. Ils sont en grande majorité avec l'Internationale. Ils repousseront les réserves de Kreibich et ce sera la fin de la crise.

Deux mots au sujet du camarade Smeral. Nous ne savons pas s'il a précisé son attitude dans la situation actuelle du Parti. S'il a fait des déclarations, nous n'en avons pas eu connaissance. Kreibich se donne l'air de parler au nom de Smeral. Nous ne savons pas si Smeral l'y a autorisé. L'opinion de l'Exécutif sur Smeral, pour autant que je la connais est celle-ci : Nous reconnaissons les grandes qualités de ce camarade. Nous sommes d'avis que sa présence dans le futur Comité

Central du Parti en qualité de leader politique est absolument nécessaire. Nous ne nous dissimulons cependant pas les défauts de son activité. Et nous demandons à Smeral de prendre position vis-à-vis des questions posées par le V^e Congrès de l'I.C.

Nous sommes en tout cas convaincus que les ouvriers communistes de Tchécoslovaquie sauront former un Comité Central à la hauteur de ses tâches. En vain Kreibich demande-t-il pathétiquement : « Sommes-nous, dirigeants du Parti, seuls responsables de tous les défauts de ce dernier ? Ou le parti a-t-il aussi ses responsabilités ? » Tout communiste sait qu'un parti a toujours le Comité Central qu'il mérite. Nous pensons que notre parti frère de Tchécoslovaquie est assez développé pour devenir un vrai parti bolchevik et se donner, par conséquent, un Comité Central entièrement bolchevik.

G. ZINOVIEV.

LIVRES ET PUBLICITÉS

L. Trotsky : Matériaux pour une biographie de Lénine

Les *Matériaux pour une biographie de Lénine*, réunis par L. Trotsky dans un remarquable petit livre récemment paru à Moscou, comprennent notamment : 1^o un portrait (à notre avis presque achevé et en tout cas d'une très grande valeur) de Lénine remontant à 1903. (Londres, rédaction de *l'Iskra* (*l'Étincelle*), social-démocrate russe) ; 2^o une série d'études inégales et fragmentaires sur la révolution d'Octobre, la paix de Brest-Litovsk, la dissolution de la Constituante, la formation du premier gouvernement prolétarien ; 3^o une étude sur Lénine orateur, unique me semble-t-il tant elle est pénétrante et expressive ; 4^o quelques pages de pamphlet sur Lénine et Wells, dont la portée sera grande pour le lecteur qui ne se contentera pas d'en apprécier l'humour : le contraste de ces deux hommes est, en effet, celui de deux cultures, l'une qui finit, l'autre qui naît.

Il importe de considérer ce livre comme l'auteur le présente lui-même : non en œuvre achevée ou même définitivement esquissée, mais en recueil de matériaux destinés à servir au biographe de Lénine. Dès lors, il apparaît que, leurs lacunes expliquées ainsi que leur fragmentation, il en est parmi ces matériaux de vraiment précieux. Une lacune retient l'attention : la période qui va de 1903-04 à 1917, pendant laquelle Lénine et Trotsky se rapprochèrent et s'écartèrent l'un de l'autre à plusieurs reprises, n'est pas éclairée dans ce livre. On ne peut s'empêcher de souhaiter que Trotsky lui consacre quelques chapitres dans une édition ultérieure. La documentation apportée sur la préparation de la révolution d'Octobre et sur les dessous des négociations de Brest-Litovsk est de première importance, mais ne se prête à aucune analyse ni à aucune discussion sommaire. Elle suscitera très vraisemblablement, parmi les militants russes, de vives polémiques.

Trotsky est aujourd'hui un des plus grands écrivains de langue russe. Son style, pourtant, n'est ni d'un littérateur ni d'un « brillant » journaliste

— ah ! ces adjectifs ! — c'est essentiellement le style élastique, tendu, exact, musclé d'un dialecticien révolutionnaire possédant toutes les ressources de sa langue. Il faut ce style-là et nul autre au portrait de celui dont a pu dire qu'il était « le marxisme fait homme, le marxisme en action », c'est-à-dire la science, la conscience et l'énergie d'une classe exploitée montant à la conquête de Tout. Et c'est une grande chance pour les historiens de l'avenir que le portrait du pilote de la première révolution prolétarienne ait pu être esquissé par l'organisateur de la victoire militaire de cette révolution. Cela fait qu'on ne trouve dans ces Matériaux pour une biographie ni détails sans importance, ni images uniquement visuelles ; on y aperçoit, fortement marquée, dressée de toute sa hauteur, vivante, la silhouette du Chef révolutionnaire ; et on comprend peu à peu pourquoi, comment il fut ce qu'il fut.

L'unité primordiale, absolue, de la personnalité de Lénine, chez qui la pensée, le travail quotidien, la vie « privée », les relations, l'action ne faisaient qu'un, toutes les énergies de l'homme convergeant toujours vers un seul but, étaient telles que, « même dans l'étude des langues et les conversations avec les gens, il était dominé par une seule idée ». — Cette « tension acharnée vers le but », cette unité de monolithe ne pouvaient se rencontrer que chez un révolutionnaire marxiste, le marxisme étant à la fois théorique et pratique, pensée et action, savoir, vouloir et faire, organiquement inséparables.

Aux jours d'Octobre 1917, de quoi est fait le génie de Lénine ? De l'intelligence théorique très exacte, procédant du point de vue du prolétariat, d'une situation sociale : forces en présence, antécédents, tendances, possibilités ; de l'aperception d'un but accessible ; de l'intelligence concrète des moyens (organisation) ; d'une indéfectible volonté qui n'est en somme que l'habitude de ne point séparer l'idée du fait, le mot de la chose.

Il fallait faire la révolution ouvrière en Octobre 1917, parce qu'elle était possible et nécessaire à ce moment ; quinze jours plus tard, elle pouvait ne plus l'être. Le génie de Lénine consista à le voir et, simultanément, à faire tout ce qui était à faire. Il le faisait dans l'attente de ce moment-là, depuis près de vingt-cinq ans.

Car on ne peut pas — et Trotsky le souligne à maintes reprises — séparer l'œuvre d'Octobre 1917 de celle des longues années précédentes, séparer la révolution de la formation du parti, conçu dès 1903 par Lénine, seul, dans le mouvement socialiste international, comme le *moyen de la révolution*. « Il était venu à l'étranger — non comme un chef au sens général du mot, mais comme le chef de la révolution montante, qu'il percevait, qu'il touchait... ; il se donnait le but pratique de la hâter et d'assurer sa victoire. » Il disait plus tard lui-même (en 1910) : « La scission de 1903 — divisant social-démocrates mencheviks et bolcheviks sur l'organisation du parti illégal — fut en quelque sorte une anticipation... »

Où. Une anticipation de la prise du palais d'Hiver et du Kremlin. Il fallait, pour l'assaut du pouvoir, former d'abord « la cohorte de fer », séparer « les doux » des « durs ». Trotsky montre que Lénine se forma, tel qu'il devait vaincre et tomber sa tâche faite, entre 1900 à 1903 : « Le bond de l'illégalité à la conquête du pouvoir fut grand, mais extérieur ; c'était en quelque sorte l'acte matériel d'un homme qui a pesé tout ce qu'on peut peser et mesurer. »

Les révolutionnaires de l'avenir se formeront de plus en plus sur cet exemple, encore unique. Ni Cromwell ni Robespierre ne l'égalent. Une trop grande distance historique nous sépare de l'un. L'autre fut vaincu. Tous deux appartiennent à une classe qui n'est point la nôtre. Le prolétariat n'a pas à imiter la bourgeoisie, même lorsque celle-ci fut vraiment grande ; son rôle est d'innover pour transformer la société. L'unité totale de la vie et de l'œuvre de Lénine révèle certains ressorts décisifs de la force de la classe ouvrière et des plus grands hommes de cette classe. Ces hommes sont des hommes nouveaux ; le parti qu'ils forgent est une puissante réalité nouvelle.

Mais ces vérités essentielles ne peuvent être assimilées des militants que par l'étude et tout un patient labeur de rééducation ; elles sont souvent d'autant plus difficiles à saisir que l'œuvre de la démocratie et de la culture bourgeoise tend à dissocier sans cesse la pensée oisive du travail producteur et de l'action ; que l'éducation politique de la démocratie tend à discréditer jusqu'au nom de ces coalitions de bas intérêts que sont les vieux partis. Et l'intérêt capital, pour le mouvement communiste, des livres consacrés à Lénine, c'est qu'ils sont actuellement les seuls à nous apporter plus qu'un enseignement théorique, un exemple vivant.

Victor SERGE.

Le capital n'est pas une force personnelle ; il est une force sociale.

Dès lors, quand le capital est transformé en propriété commune, appartenant à tous les membres de la société, ce n'est pas une propriété personnelle qui se change en propriété commune. Il n'y a que le caractère social de la propriété qui soit changé. Elle perd son caractère de classe.

Karl MARX (1848).

La Russie des Soviets

LA SECHERESSE ET L'EXPORTATION DES BLES

Le Comité Central du P. C. Russe a tenu, du 16 au 20 août, d'importantes séances, au cours desquelles le camarade Rykov a rapporté sur l'exportation des céréales en rapport avec l'insuffisance de la récolte. Nous extrayons de son rapport les données suivantes :

La récolte de cette année est officiellement estimée à 2.640 millions de pouds (1 poud = 16 k. 400). Si l'on ajoute à cette quantité les restes de l'an dernier, environ 150 millions de pouds, les disponibilités s'élèvent à 2.800 millions de pouds environ, c'est-à-dire au niveau de la récolte moyenne de l'an dernier. Il semble donc que la consommation de la République soit assurée et qu'une réserve de 100 millions de pouds doive même rester. Aussi, le gouvernement a-t-il décidé de ne pas exclure la possibilité d'exporter de blé cette année. L'exportation de 75 millions de pouds est prévue, mais n'aura lieu que lorsque tous les besoins du pays auront été satisfaits.

Si la récolte n'avait pas été insuffisante nous eussions dû disposer de plus de 3 milliards de pouds de blé, au total (3.400). L'insuffisance de la récolte nous fait perdre 500 millions de pouds. Elle atteint 8 % de la population paysanne et 11 % des terres ensemencées. En 1921, la disette fut quatre fois plus grave.

Les causes de la mauvaise récolte sont climatiques. Les mêmes régions ont souffert de la sécheresse en 1870, 1891, 1897, 1911-12, 1920-21. Le pays de la Volga étant particulièrement menacé par la sécheresse, notre effort doit porter sur le développement de l'agriculture en Russie Centrale, sans préjudice de mesures à prendre dans les régions aujourd'hui atteintes.

En 1921, étaient considérés comme nécessitant une action de secours les gouvernements dans lesquels la disponibilité de blé était de moins de 4,5 pouds par tête d'habitant. Cette année seront secourus ceux où la disponibilité est inférieure à 6 pouds par tête. En 1921, l'Etat dépensa par tête d'habitant des dites régions 9 roubles 80 kopeks. Cette année, la dépense sera de 15 roubles 50. Les secours n'auront aucun caractère philanthropique et tendront à conserver la capacité de production du pays. Nous avons déjà pleinement réussi à l'approvisionnement en semences. L'arrondissement de Pougatchevsk, l'un des plus défavorisés, élargira cet automne sa surface ensemencée.

La Commission du Plan de l'Etat s'est prononcée pour un plan unique de travaux d'amélioration du sol dans les régions lésées. Le plan adopté doit être réalisé en cinq ans et coûtera 250 millions de roubles, dont l'Etat fournira la tiers. La panique a complètement cessé parmi les populations qui mettent le plus grand espoir dans les travaux d'irrigation et autres.

Le Gérant : R. BELLANGER.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur